

***l'Anti*capitaliste**

n°301 | 3 septembre 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

LEUR EUROPE DES FRONTIÈRES TUE



REUTERS/UMIT BEKTAZ

BIENVENUE aux réfugiés!

Dossier

Université d'été

Pages 6 et 7

ÉDITO

Rentrée scolaire,
la riposte nécessaire
Page 2

PREMIER PLAN

Parti socialiste:
les «preuves d'amour»
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Chine: crise de légitimité et
expansionnisme mondial
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Gilbert Achcar
Page 12



Par GALIA TRÉPÈRE

Rentrée scolaire, la riposte nécessaire

Najat Vallaud Belkacem ne cesse de le répéter, cette rentrée 2015 s'inscrit dans la loi de « refondation de l'école » engagée il y a trois ans. À l'époque, en 2012, Hollande qui venait d'être élu, promettait la création de 60 000 postes et l'école devait être la « priorité » de son quinquennat. En réalité, dans la continuité des précédents, ce gouvernement a continué, comme il le fait aussi dans la Santé, son travail de destruction de l'Éducation nationale en tant que service public.

Dans l'enseignement primaire, la réforme des rythmes scolaires, outre qu'elle désorganise l'emploi du temps des enfants, fait gérer par les municipalités des activités périscolaires organisées sur ce qui était auparavant le temps de l'école. Et cette année, les parents sont souvent obligés de payer pour ces activités. Créée il y a trente ans, l'Éducation prioritaire était censée « donner plus à ceux qui ont moins » dans les ZEP (zones d'éducation prioritaire). Un pis-aller. Mais depuis quelques années, le mot « moyens » est devenu un gros mot. Non seulement, la réforme qui doit être généralisée cette année a fait sortir beaucoup d'établissements de l'Éducation prioritaire, mais il n'est plus question dans celle-ci d'un maximum d'élèves par classe.

Dans les collèges, la réforme que le gouvernement veut appliquer à la rentrée 2016, conduira non seulement à la disparition de classes bilingues ou de l'option latin mais, sous couvert de pluridisciplinarité et de « projets » attractifs pour les élèves, elle permettra à terme une réduction des postes et conduit à une autonomie des établissements qui devront se débrouiller pour jongler avec les moyens qu'ils auront. La réforme des programmes, celle à venir cette année du brevet, vont dans le même sens : l'autonomie des établissements, l'accroissement des inégalités.

Cette offensive va de pair avec les attaques contre le statut de fonctionnaire et celui des enseignants.

Les mobilisations de l'an dernier ont conduit les syndicats à se réunir le 1^{er} septembre afin de décider d'une journée de grève ce mois-ci et d'une manifestation nationale en octobre. Enseignants, parents, jeunes, saisissons-nous de ces possibilités pour organiser la riposte.

BIEN DIT

Le mono-idéisme suppose l'effacement radical de toutes les considérations latérales (...) Que, par exemple, le Front national (...) ait pour seul ciment véritable d'être un parti raciste, que la xénophobie soit l'unique ressort de sa vitalité, la chose ne sera pas considérée par le souverainisme de la sortie de l'euro quand il se fait mono-idéisme. Puisque la Cause, c'est la sortie de l'euro, et que rien d'autre n'existe vraiment. (...) Voilà comment, de l'« union des républicains des deux bords », en passant par « le front de tous les souverainistes », on se retrouve à envisager le compagnonnage avec le Front national : par logique – mais d'une logique qui devient folle quand elle n'a plus à travailler que le matériau de l'Idée unique.

L'économiste FRÉDÉRIC LORDON dans un texte intitulé « Clarté » le mercredi 26 août en réponse à Jacques Sapir.

À la Une

Bienvenue aux réfugiés !

Nous n'avons plus de mots assez forts pour dire notre colère face à la tragédie. Pour dire notre rage face au cynisme et à l'hypocrisie des dirigeants européens, Hollande et Valls en tête.

Il reste les chiffres qui disent l'hécatombe. Ces chiffres sont terribles et augmentent de semaine en semaine : plus de 3 000 mortEs en Méditerranée depuis le début de l'année, plus de 30 000 aux frontières de l'Europe depuis 2000. Il faudrait y ajouter, dans les mêmes proportions, celles et ceux qui disparaissent avant même la traversée. Et puis, de plus en plus nombreux, les morts de migrantEs à l'intérieur de l'Europe dont témoignent les 71 migrantEs morts dans un camion frigorifique en Autriche, les 11 migrantEs morts à Calais depuis le 1^{er} juin.

Ces chiffres sont pourtant insuffisants. Ils masquent l'humanité des victimes transformés en chiffres quand ce sont des noms et des visages, des vies brisées, des histoires à la fois collectives et individuelles. Ils masquent aussi l'inhumanité des conditions de la mort. Comment rendre compte de la mort par suffocation de 71 hommes, femmes et enfants ?

Ils masquent enfin les conditions dans lesquelles survivent tous les autres.

Toujours plus de frontières

Ces chiffres ne nous disent surtout rien des raisons et des responsabilités. La vérité est simple : ce sont les frontières qui tuent. Et plus les frontières sont hautes, plus les risques pris par les migrantEs sont mortels. Alors que 3 millions de Français sont des migrantEs vivant à l'étranger, aucun n'est mort en Méditerranée ou en cherchant à traverser des murs de barbelés ou en se cachant dans un camion frigorifique.

Alors, la réponse est aussi simple que le constat : ouvrons les frontières et l'hécatombe s'arrêtera. Une réponse qui dévoile toute l'hypocrisie et le cynisme des dirigeants européens car c'est justement ce qu'ils et elles refusent.

Les migrantEs deviennent une justification au renforcement des frontières, au renforcement des politiques sécuritaires, au nationalisme et au racisme. Et, faute d'une logique d'accueil permanent des migrantEs, les annonces sur quelques centres d'hébergement ne résoudront rien.

pas là, c'est toute notre société qui devient malade : des grilles et des barbelés se multiplient à l'intérieur même de nos quartiers pour empêcher les migrantEs de s'installer sur les places ou dans les squares. Et ces frontières sont bien plus que des murs. Elles cassent nos solidarités. Elles sont



Samedi 29 août 5 000 personnes à Dresde, DR

C'est une dynamique folle car les frontières créent ce qu'elles prétendent combattre. Alors la pression vers toujours plus de frontières et de répression s'accroît. Outre les frontières externes à l'Europe, les frontières se renforcent aussi entre pays européens. Plus de 20 ans après la chute du mur de Berlin, les murs réapparaissent au sein de l'Europe, du mur de la honte à Calais au mur édifié entre la Hongrie et la Serbie. C'est la cause de la mort de migrantEs cet été en Europe.

Cette dynamique folle ne s'arrête

des dispositifs policiers et idéologiques de surveillance, de contrôle et de répression de toute la société, selon les moments, du contrôle migratoire ou de la lutte contre le terrorisme. Où sont donc passés les 10 millions de manifestantEs pour la liberté d'expression du 11 janvier dernier ?

Les migrantEs sont notre chance

Les migrations sont un phénomène global, qu'elles aient des raisons économiques ou « politiques ».

Elles ont leur source dans les politiques de domination par les pays les plus puissants, France et Allemagne ou Grande-Bretagne en tête en dehors de l'Europe comme au sein de celle-ci. Ce sont les mêmes logiques et les mêmes politiques qui développent ici l'austérité et provoquent la misère et la guerre dans les pays du sud. Alors réfugiés des guerres, Roms (des migrantEs de l'intérieur de l'Europe...) ou sans-papiers, tous sont des migrantEs qui doivent avoir la liberté de circuler et de s'installer. Alors le pire de la situation serait de laisser s'imposer les discours dominants, de laisser s'imposer notre impuissance. Se limiter aux chiffres n'est pas seulement insuffisant, cela peut-être dangereux. De drames en drames, c'est notre seuil de tolérance à l'ignominie qui augmente. Comme une routine de l'horreur qui rend toute notre classe sociale de moins en moins humaine, de moins en moins solidaire. Et le climat ambiant devient terreau pour les forces les plus racistes et réactionnaires, Front national en tête.

C'est de Dresde que nous vient la réponse, ville d'Allemagne où s'était développé le mouvement raciste et islamophobe Pegida, une région où des groupes d'extrême droite ont attaqué les centres de réfugiés. Samedi dernier, une manifestation a rassemblé des milliers de personnes à l'appel d'une coalition antifasciste pour « empêcher aujourd'hui les pogroms de demain » en chantant « disons-le à haute voix, disons-le clairement : bienvenue aux réfugiés ! ».

Au côté des migrantEs qui ont commencé à s'organiser cet été à Paris et à Vintimille, au côté des sans-papiers, il faut emprunter ce chemin. Les migrantEs sont notre chance. Notre société étouffe : « de l'air, de l'air, ouvrez les frontières ! »

Denis Godard

PARTI SOCIALISTE

Les « preuves d'amour »

Un an jour pour jour après le fameux « J'aime l'entreprise » de Manuel Valls à l'université du Medef, Emmanuel Macron a rappelé cet été son « amour » au patronat en critiquant la politique de la gauche envers les entreprises et en attaquant une nouvelle fois les 35 heures.

En effet, pour le ministre de l'Économie, « La gauche a pu croire à un moment, il y a longtemps, que la politique se faisait contre les entreprises, ou au moins sans elles. (...) Que la France pourrait aller mieux, en travaillant moins. C'était des fausses idées ». Une petite phrase très applaudie à l'université du Medef... et qui n'est pas passée inaperçue auprès de certains socialistes, et même auprès de Valls qui a dû « recadrer » son ministre banquier : « Les Français

n'ont rien à faire avec les polémiques qui tirent vers le passé. Il n'y aura pas de remise en cause du temps de travail et des 35 heures. (...) Les vrais sujets sont l'emploi et la croissance. Les petites phrases font mal à la vie publique ».

« Le plus beau combat de la gauche » !

Après ce pseudo recadrage, Macron a du rétro-pédaler, indiquant qu'« il ne parlait pas des 35 heures mais du rapport au travail. Il en faut plus, pas

moins. C'est le plus beau combat de la gauche, car le travail, c'est le moteur de l'émancipation individuelle... ». Mais derrière cette prétendue polémique, Macron et Valls continuent main dans la main une même orientation au service du patronat. Les fameuses « preuves d'amour » si chères au Medef seront amplifiées ces prochains mois au vu du programme de rentrée dévoilé par Valls dans une interview au journal *les Échos* et lors de son discours à l'université d'été du PS à La Rochelle il y a quelques jours.

Sur le fond, le programme est simple : continuer à détruire les protections des salariéEs, à commencer par le code du travail, et poursuivre le transfert des richesses des fonds publics vers les caisses privées en amplifiant les cadeaux fiscaux au patronat, tout cela pour soi-disant relancer la croissance. Bref, contrairement à ce que Valls avait laissé entendre en signant le texte majoritaire au congrès du PS, ils garderont bien – sans surprise – le cap de leur politique économique. Mais il est

Un monde à changer

PAS DE DROIT À L'ÉCOLE POUR LES ROMS. «*Beaucoup d'enfants sont censés aller à l'école... Moi-même, je dois entrer en seconde. Comment on va faire si on n'a pas de toit pour dormir? Nos parents font tout pour qu'on s'intègre. Ils travaillent comme ils peuvent. Mais si on nous expulse, c'est impossible de construire quelque chose*». C'est ce que déclarait au *Parisien* une jeune fille d'origine rom de 17 ans après l'expulsion du bidonville du Samaritain à La Courneuve (93) le jeudi 27 août. Cette expulsion est un scandale de plus, symptomatique jusqu'à la caricature de la politique du gouvernement. D'après le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation (CDERE), cet été a encore été le théâtre de nombreuses expulsions d'habitants de bidonvilles et de squats. Ces expulsions mènent comme toujours à des ruptures des parcours scolaires. Les enfants expulsés

retrouveront-ils le chemin de l'école? À Saint-Ouen, les enfants expulsés de l'ancien village d'insertion commenceront l'année scolaire dans la rue. D'autres, à Bobigny, Ivry, Nantes, Bordeaux, au Havre, à Marseille, Chelles ou encore à La Courneuve, ne pourront sûrement pas retourner dans leurs écoles. Aux expulsions s'ajoutent les entraves au droit à l'école : demandes abusives et illégales de documents non prévus par la loi de la part des administrations, délais d'attente trop longs, refus illégaux d'inscription par des maires... Au total, selon le CDERE, des milliers d'enfants roms sont ainsi écartés de l'école. Dans un entretien au quotidien *le Figaro* du 15 mars 2013, Manuel Valls portait un jugement définitif : «*les Romes ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays*». Tout est dit et, pour le démontrer, autant les priver des moyens de le faire...

ÉCONOMIE **La crise financière qui vient...**

Lundi 24 et mardi 25 août, la bourse de Shanghai a plongé de 16 %, entraînant l'ensemble des places financières dans la tourmente. La chute a ensuite été contenue en fin de semaine, mais les épisodes de crise se font de plus en plus rapprochés (Shanghai s'était déjà effondrée de 8 % le 27 juillet) et brutaux. Ils sont annonceurs d'une crise financière de grande ampleur, cela alors que l'économie mondiale chancelle et que les liquidités abondent comme jamais.

Les spéculateurs prennent conscience de la dégradation de la situation économique, en particulier dans les pays « émergents ». Selon l'économiste Patrick Artus, la vraie croissance chinoise (estimée à partir de la consommation d'électricité et des importations) est aujourd'hui à 3 % (et non à 7 %). Les fortes hausses de salaires ont fortement dégradé la rentabilité du capital. Le taux de vacance dans l'immobilier est autour de 20 %. De très mauvais chiffres de l'activité manufacturière et la dévaluation du yuan ont paniqué les boursicoteurs. Mais au-delà de la Chine, c'est l'ensemble des « émergents » qui sont en difficulté, notamment les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). La chute du prix des matières premières (- 40 % depuis 2011) les touche durement. Les profits chutent, le chômage augmente, les capitaux s'en vont, les réserves de change fondent. Et les monnaies se déprécient, augmentant le coût des remboursements des emprunts en dollars. Les pays qui ont d'importants déficits commerciaux (Brésil, Indonésie, Afrique du Sud) sont particulièrement exposés.



La bourse dans tous ses états... DR

Les conditions d'une véritable reprise ne sont toujours pas réunies dans les vieux pays impérialistes. Les économies européennes ne se sont pas désendettées, condition *sine qua non* d'une reprise de l'investissement. Les profits aux États-Unis stagnent et le secteur pétrolier est en crise. Le Japon a replongé en récession au second trimestre.

Socialisation et contrôle

Les bourgeoisies sont désemparées. Elles n'ont pas de solution pour faire repartir l'accumulation

du capital. L'augmentation du taux d'exploitation ne suffit pas. Il faudrait une purge du capital réel et fictif pour faire repartir les économies. Mais les bourgeoisies continuent à mener une politique monétaire ultra-expansionniste qui fait exploser la liquidité mondiale et alimente les bulles financières. Des sommes de plus en plus considérables peuvent ainsi basculer très rapidement des actifs risqués vers des actifs non risqués (obligations publiques les plus sûres, cash) déclenchant une très grave crise

financière et économique. Pourtant, les bourgeoisies sont tentées de poursuivre la fuite en avant. La Réserve fédérale US diffère sans cesse la hausse des taux qui n'ont pas augmenté depuis 2006. En mars 2015, un rapport islandais¹ a proposé une réforme radicale, dans le cadre du capitalisme, du système monétaire : enlever aux banques commerciales le pouvoir de création monétaire et attribuer ce pouvoir à la seule banque centrale. L'objectif est d'exercer un contrôle public sur la monnaie et d'éviter que celle-ci alimente la spéculation financière. Cela ne mettrait pas fin aux crises mais en limiterait l'ampleur. Mais les capitalistes ne veulent surtout pas qu'on limite leur pouvoir et qu'on introduise une logique de contrôle et de socialisation. Nous voulons pousser cette logique jusqu'au bout : une sortie de crise par le haut exige d'une part la socialisation du secteur bancaire et le contrôle des travailleurs sur la monnaie, d'autre part la socialisation des secteurs clé de l'économie et de l'investissement.

Gaston Lefranc

1 - Cf. <http://www.forsaetisraduneyti.is/media/Skyrslur/monetary-reform.pdf>

vrai que les promesses n'engagent que celles et ceux qui y croient...

Tristes centristes...

Au-delà de la continuité de la politique économique et antisociale de ce gouvernement, l'université d'été du PS dans son ensemble, et le discours de Valls en particulier, montrent une nouvelle étape dans l'évolution de ce parti vers le centrisme. Désormais, la rupture stratégique avec le PS historique est totalement assumée, et Valls trace de plus en plus clairement les contours d'un « rassemblement des progressistes ». Selon lui, il faut « *bousculer certains de nos tabous, penser l'avenir pour le façonner, sortir du nombrilisme pour s'adresser à tous sans exclusive* », les socialistes devant « *évoluer* » pour bâtir un « *nouveau cycle d'Epinay* ». De la part de Valls qui continue à creuser son sillon, ce discours n'est pas vraiment nouveau... mais ce qui



À droite toute! DR

l'est davantage, c'est que ce discours remporte de plus en plus l'adhésion des militantEs socialistes. Certes, en interne, les « Frondeurs » sont toujours aussi critiques, voir

virulents, menaçants même... en tous cas dans leurs propos. On a pu le constater une nouvelle fois à leurs journées d'été, où Marie-Noëlle Lienemann considère Valls comme

« *un problème pour la France, un problème pour la gauche* ». D'autres, face à la nouvelle attaque programmée contre le code du travail, menacent de ne pas voter certains textes, comme Pascal Cherki qui s'insurge et indique que « *Leur truc sur le marché du travail, ce sera un vrai chiffon rouge à l'Assemblée* »... Mais comme pour toutes les autres réformes, une large partie d'entre eux finira bien soit par voter pour, soit par s'abstenir... Rien de nouveau, même sous le soleil estival. On le voit, les masques n'en finissent plus de tomber : la crise du PS s'accroît sur fond d'adaptation idéologique de plus en plus poussée. En cette rentrée, nous devons plus que jamais développer les résistances, et ouvrir le débat sur quelle serait une véritable alternative politique, indépendante du PS et de ses satellites et en rupture avec ce système. **Sandra Demarcq**

Le chiffre 13,7 millions

C'est en euros la somme que va encaisser Michel Combes, l'ex-patron d'Alcatel-Lucent, à l'occasion de son départ... après deux ans de présence. Ce versement à la légalité douteuse va à celui qui part, non au chômage mais vers la présidence de Numericable-SFR! Sous sa direction, l'équipementier télécoms a été soumis à un vaste plan d'économies qui a conduit à la suppression de 10 000 postes, dont 600 en France.



Agenda

Du vendredi 11 au dimanche 13 septembre, Fête de l'Humanité, La Courneuve.

Comme chaque année, le NPA y tiendra un stand avec différents événements.

Samedi 26 et dimanche 27 septembre, week-end d'initiatives pour le climat.

Mobilisations et événements militants dans tout le pays.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Vous pouvez compter sur le Medef.

PIERRE GATTAZ, président du Medef, à Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, lors de son discours de clôture de l'université d'été des patrons le jeudi 27 août

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SAPIR ET LE FN

La dérive souverainiste

Un temps proche du Front de gauche, l'économiste Jacques Sapir a déferlé la chronique après avoir pris position en faveur d'un « front de libération nationale » ouvert au Front national pour la sortie de la zone euro...

Sapir défend depuis longtemps des idées souverainistes dites de gauche. Mais qu'il aille jusqu'à prôner une « stratégie de large union, y compris avec des forces de droite », qui posera « à terme, la question des relations avec le Front national, ou avec le parti issu de ce dernier » a provoqué l'indignation parmi ses propres amis. Une indignation qui devrait remettre en cause la boussole souverainiste qui conduit Sapir sur des terrains marécageux en compagnie d'ennemis déclarés des classes populaires.



Sapir en pire... DR

Pour lui, le « démantèlement de la zone euro » est la « tâche prioritaire » qui implique de dépasser le clivage gauche-droite, y compris avec le FN. « Dans ce dernier, voilà plusieurs années que l'on ne relève aucun caractère raciste ou xénophobe » dicit Sapir, ajoutant « Quoi qu'il en soit, il n'est plus possible aujourd'hui d'ignorer un phénomène politique qui représente 25 % des suffrages. [...] La situation politique a pivoté en raison de ce qui s'est passé en Grèce. La question de l'euro va imposer des alliances qui vont transcender la distinction entre gauche et droite. Je discute donc aussi avec des gens de l'UMP. Sur certains sujets, la position du Front de gauche me semble la plus intéressante. Sur la souveraineté, je suis en accord avec Debout la France ».

Décomposition et brouillage

Pour le Parti de gauche, Éric Coquerel a dénoncé une « aberration ». « Face à l'ampleur de la crise actuelle, il faut justement proposer une alternative pour s'opposer aux fascistes et aux xénophobes. Leur nation n'est pas la nôtre. » Dans le Parisien, Jean-Luc Mélenchon se défend, lui, de venir sur le terrain du FN : « C'est elle qui nous singe ! Mais notre conception de la République, de l'indépendance et du partage des richesses n'a rien à voir avec celle de Mme Le Pen. Combien de temps encore Mme Le Pen va-t-elle venir paître sur nos pâturages en nous laissant ses bouses ? Du balai ! » L'amalgame entre le FN et le Front de gauche relève de la pure calomnie, mais il n'empêche que les préjugés souverainistes et nationalistes créent pour le moins une grande confusion. « Ça donne un sentiment de décomposition et de brouillage idéologique. Ce n'est pas massif mais c'est une mise en garde qui doit nous donner à réfléchir », dit Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble. La dérive de Sapir devrait alerter toutes celles et ceux qui seraient tentés de s'abandonner au raisonnement simpliste : prétendre que Tsipras a capitulé parce qu'il ne voulait pas sortir de l'euro, la réponse étant la sortie de l'euro. Non, il n'y a pas de réponse à la crise grecque comme à la crise de l'Union européenne capitaliste dans la démagogie souverainiste ou nationaliste, idéologie hostile aux travailleurs. La seule réponse est l'intervention de ces derniers, à Athènes, Madrid, Berlin ou Paris, par delà les frontières, pour en finir avec la domination de l'oligarchie financière.

Yvan Lemaitre

Europe Écologie-les Verts se réunissait dans la banlieue de Lille, Ensemble ! à Bordeaux, le Parti de gauche à Toulouse et le Parti communiste aux Karellis en Savoie. Le NPA était invité et présent à l'université d'été d'Ensemble ! pour participer à un débat autour de « quels projets pour la gauche en France ? », ainsi qu'aux « remue-ménages » du PG pour y tenir une table de presse et assister aux échanges.

Des questions qui fâchent

Les discussions en vue de listes aux prochaines élections régionales étaient au cœur de ces rassemblements militants. Elles ont en commun les déclarations de volonté unitaire et les proclamations de listes citoyennes. Dans la réalité, les situations sont assez variées d'une région à l'autre : en Rhône-Alpes-Auvergne (il faut se familiariser avec les nouvelles régions !), un accord EÉLV-PG est déjà acté, et en Nord-Picardie, PACA, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Aquitaine-Limousin-Poitou-Charente ou Bretagne, les discussions sont en cours entre les mêmes partenaires, avec des degrés d'avancement variables et des chances d'aboutir au final dans cinq ou six régions. Les camarades d'Ensemble ! plaident pour l'unité, non seulement du Front de gauche, mais au-delà, avec EÉLV, Nouvelle Donne ou la Nouvelle gauche socialiste que vient de créer Liem Hoang-Ngoc... et avec le NPA. Ils militent aussi pour que l'unité se réalise dans toute les régions. Ils et elles ont beau répéter, comme ils et elles le font souvent, qu'il y a « beaucoup plus de points communs que de désaccords », les réalités politiques ont la vie dure et refusent de se laisser enterrer, réapparaissant sous différentes formes.

EÉLV – FRONT DE GAUCHE Accord(s)... et désaccords

Lors des rendez-vous politiques de fin août, il aura beaucoup été question des régionales... et cela pas seulement parce que ces rendez-vous se tenaient en région !



L'unité électorale est un combat... DR

Ainsi, le non-cumul des mandats est loin d'être une évidence et constitue la question qui fâche avec le PCF, particulièrement en Rhône-Alpes-Auvergne. Autre sujet de discorde, les têtes de listes... à ce jour quasiment toutes revendiquées par EÉLV. Une exigence que le PG cherche à contrer en proposant des « binômes qui garantiraient une représentation de la diversité » dans la version Éric Coquerel, voire en menaçant « de n'être dans aucune liste plutôt que de subir cette annexation » dans la version plus trash de Mélenchon. Le PG, comme Ensemble !, milite pour un label national commun, indispensable selon lui « Si l'on veut une union sincère, sans qu'aucun parti ne puisse se l'attribuer ».

On le voit, le « rassemblement citoyen » ne se proclame pas, et il ne suffit pas d'évoquer Podemos. La réalité demeure celle de cartels d'organisations dans lesquels jouent le rapport de forces entre les partis et la concurrence des sigles... et des égos.

Quelle opposition ?

Enfin et surtout, la question politique incontournable des rapports avec le Parti socialiste n'est pas réglée. Les listes de premier tour sont effectivement indépendantes du PS. Cependant, en Île-de-France par exemple, où la secrétaire nationale d'EÉLV Emmanuelle Cosse sera tête d'une liste sans les composantes du Front de Gauche, il y aura certes « autonomie » face

au PS au premier tour... mais en alliance avec le mouvement de Corinne Lepage, ancienne ministre d'Alain Juppé. Enfin, l'hypothétique perspective d'« arriver devant le PS » sert souvent de prétexte pour éluder la question du second tour. Si les démissions de François de Rugy et Jean-Vincent Placé représentent l'aboutissement d'une piaffante impatience de responsables de premier plan de EÉLV pressés de retourner au gouvernement mener une politique à la fois antisociale et anti-écologique, peut-on vraiment parler d'une « clarification » ? Difficile d'en conclure comme le fait Mélenchon que « L'union de l'opposition de gauche va s'accélérer ». En effet, ce ne sont pas les démissionnaires mais Sandrine Rousseau, porte-parole d'EÉLV et tête de liste dans le Nord, qui déplore que « La seule solution aurait été une liste d'union de toute la gauche » ! Le refus de gérer avec le PS, la construction d'une véritable opposition de gauche à la politique du gouvernement dans les mobilisations et les institutions, sont loin de faire l'unanimité entre et au sein des différentes organisations. Pourtant, à la lumière de l'expérience grecque, au-delà de l'indépendance par rapport au social libéralisme, c'est bien la question de la rupture et de l'affrontement, contre la dette, les privatisations et l'ensemble des politiques d'austérité, qui est posée. **Christine Poupin**

Des études arrêtées à 12 ans, de petits trafics de drogue (« Il vendait du haschisch de temps en temps comme beaucoup, pour se payer à manger, régler le loyer, mais ce n'était pas un trafiquant », affirme Mohamed, un maçon qui le fréquentait à l'époque », d'après le Parisien), des tentatives d'émigration dans divers pays d'Europe, la précarité la plus totale... Son frère, trésorier de mosquée, pense que « Ayoub a pu devenir fou ».

On ne sait toujours pas ce qui a poussé ce jeune homme à sortir une kalachnikov à bord du train Amsterdam-Paris, mais il était en tous cas le coupable idéal pour une nouvelle entreprise islamophobe et sécuritaire. Car, les médias nous le rappellent régulièrement, un blanc qui tue des gens est un fou isolé, tandis qu'un Arabe qui sort une kalachnikov est un djihadiste lié à des réseaux internationaux... Alain Vidalies, secrétaire d'État aux transports, a déclaré qu'il fallait « qu'on discrimine pour être efficace plutôt que de rester spectateur ». Ancien membre du Bureau national du Parti socialiste, Vidalies n'est pourtant pas un débutant. Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, a défendu son collègue : « bien sûr que non, il n'a pas dit une bêtise ». Et du côté de Valls et Hollande, silence radio...

Et la machine s'emballle...

L'objet de ces discours est de réduire les libertés sous prétexte de risques d'attaques terroristes. Le gouvernement a en effet mis en place des « contrôles aléatoires », une négation d'un principe démocratique de

THALYS Bruxelles-Paris : racisme à grande vitesse

L'attaque du Thalys par un pauvre type nommé Ayoub el-Khazzani né au Maroc il y a 26 ans est éclairante sur les dégâts d'un monde en décomposition...



Thalys sous haute surveillance, société qui déraile... DR

base, la présomption d'innocence. Avec les contrôles aléatoires, tout le monde est présumé coupable ! « Chacun qui prendra le train doit savoir [...] qu'il peut être l'objet d'un contrôle aléatoire de l'ensemble de ses bagages »... De son côté, la SNCF transforme le 31 17, numéro de téléphone dédié aux « incivilités », en numéro d'alerte terroriste. Le ridicule de la

situation (« allo bonjour, un type est entré dans les toilettes avec une valise, je pense que c'est un terroriste ») prêterait à rire si l'amalgame entre incivilités et terrorisme ne donnait pas la nausée. D'autant que, les syndicats le rappellent, le problème est plutôt que la SNCF souhaite supprimer 10 000 postes d'ici 2020, alors que de plus en plus de TER et de TGV circulent

avec peu ou pas de contrôleurs, qui sont pourtant les mieux à même de discuter avec les voyageurs ou d'anticiper des comportements à risque.

Le ministre de l'Intérieur belge, lui veut carrément fichier tous les voyageurs par trains et bateaux, en plus de ceux des avions. Tant qu'à faire...

À société en décomposition, réponse antidémocratique

La classe dominante organise une psychose autour d'événements provoqués par des personnes fragiles, peut-être de plus en plus nombreuses du fait des conditions de vie de plus en plus difficile. Sur la base de cette psychose, chaque décennie voit passer une nouvelle loi réduisant les libertés : LSQ, LSI, loi sur le renseignement...

Il n'y a pas de « fascisation de la société », parce que le fascisme est quelque chose de particulier dans ses dynamiques sociales, son caractère de masse, sa violence contre le mouvement ouvrier organisé... Mais force est de constater que les États sont de plus en plus autoritaires, que les préjugés et le racisme se développent. Jusqu'à quand ?

Antoine Larrache



L'armée chinoise parade, mais la crise couve... DR

CHINE Crise de légitimité et expansionnisme mondial

La Chine est-elle à l'aube d'une crise de régime? Le pouvoir n'en maintient pas moins ses ambitions mondiales.

L'autorité du régime semble actuellement minée de multiple façons. Les dirigeants n'arrivent pas à juguler la crise financière comme en 2008. Or, le succès du « modèle chinois » tient à la capacité du « noyau central » de la bourgeoisie bureaucratique à piloter le développement capitaliste. Cette capacité est tendanciellement mise en cause par la généralisation de la corruption, le renforcement du capital privé et de l'individualisme « nouveau riche » des enfants de hauts dirigeants, l'insertion dans le marché mondialisé.

Dans la tourmente, le pouvoir réprime

La question est de savoir si l'on approche d'un point de rupture où le « modèle » initié par Deng Xiaoping dans les années 1990 ne fonctionnera plus. Une question qui se pose d'autant plus que la violence des luttes de fractions au sein de la direction du PCC a atteint un niveau que l'on n'avait pas connu depuis le procès en 1976 – il y a donc quarante ans! – de la Bande des Quatre (qui avait pris le pouvoir durant la « Révolution culturelle »): procès publics, condamnations à mort... Le président Xi Jinping tente d'imposer son contrôle sur l'appareil en s'attaquant à des dirigeants politiques clés, chef des services secrets ou généraux de l'armée, mais il risque d'être affaibli par la multiplication des crises et l'exaspération croissante de la population. L'effondrement de la bourse de Shanghai a été un coup très rude

pour des millions de petits porteurs qui croyaient que le capitalisme à la chinoise, c'était la possibilité de s'enrichir en dormant tranquille sous l'égide du parti-État. Ils ont appris que c'était aussi la ruine, comme ils ont appris que c'était vivre (et mourir) dans une atmosphère hautement polluée. Les accidents industriels se multiplient dans le pays du fait de la connivence entre autorités et entreprises. Le rejet par la population de cette connivence a pris une dimension nouvelle le 12 août après l'immense catastrophe du grand port de Tianjin, non loin de Pékin.

Face à l'exaspération populaire croissante, le pouvoir mène une politique de répression préventive. À la veille du 8 mars, des figures de premier plan du mouvement féministe chinois ont été arrêtées alors qu'aucun « débordement » n'était à craindre. Les avocats des droits humains sont réduits au silence:

selon Amnesty International, ils seraient aujourd'hui 220 convoqués ou détenus, avec leurs proches. Le régime se durcit sur le plan intérieur.

Une ambition planétaire agressive, jusqu'où?

Pour l'heure, la direction chinoise poursuit sa politique expansionniste mondiale bien au-delà de sa zone de proximité (Asie de l'Est) ou du continent africain. Elle a profité des déboires de Washington dans le monde arabe pour pénétrer assez profondément en Amérique latine. Elle a engagé un bras de fer avec l'Inde sur le Sri Lanka (où elle a subi un revers politique due à la défaite électorale du précédent gouvernement). Elle engage un grand projet de nouvelles « routes de la soie » à travers l'Eurasie, à la fois terrestre et maritime, qui lui permet de prendre pied en Asie centrale, traditionnelle chasse gardée de la Russie, avec en particulier pour cible le Kazakhstan, et d'intégrer l'achat d'une partie du port du Pirée (grâce à la relance des privatisations en Grèce) à un projet d'ensemble de « sécurisation » de ses lignes de transport.

Elle annonce maintenant explicitement vouloir « donner un rôle plus global à ses forces armées », la marine devenant être l'instrument d'une ambition planétaire (*le Monde* du 28 mai 2015).

La direction chinoise élabore une orientation géopolitique sur le moyen terme qui l'amène à entrer directement en concurrence, dans leurs propres zones d'influence, avec les États-Unis, la Russie et l'Union européenne. Aura-t-elle les moyens économiques et politiques (cohérence du régime) de poursuivre cette politique très agressive? Le danger, c'est que le nationalisme de puissance est déjà – et sera encore plus en cas de crise interne – le ciment idéologique du pouvoir. Il contribue aujourd'hui à une militarisation accélérée de l'Asie orientale. Qu'en sera-t-il demain? **Pierre Rousset**

USA La maison brûle... l'apéro est servi!

La Californie est à la base... un désert! Aujourd'hui surnommée le potager des États-Unis, la vallée centrale de la Californie produit 60 % des fruits et 51 % des légumes du pays. Et pourtant depuis début août, la Californie brûle!



À 180 km de San Francisco la course contre le feu... et la folie économique! DR

Plus de 20 foyers, près de 10 000 pompiers mobilisés, un pompier mort, 6 000 personnes évacuées, plus de 500 km² déjà détruits... L'année 2015 bat les records: à mi juillet, déjà 3 400 feux, soit 1 000 de plus qu'en année « normale », deux fois plus d'hectares ravagés qu'il y a 40 ans. Après 4 années de sécheresse, le gouverneur Jerry Brown a fini par imposer aux habitants, après les entreprises et les équipements publics, une restriction de la consommation d'eau. Cet été, il n'est permis d'arroser sa pelouse que deux à trois fois par semaine. Même les agriculteurs, jusqu'à présent épargnés, vont devoir s'y mettre...

La faute à qui? D'abord aux amandes. La Californie est le plus gros producteur d'amandes du monde: 4 amandes sur 5 viennent de cet État, 320 000 hectares, 6 500 producteurs qui ont besoin de 16 095 litres d'eau pour produire un kilo d'amandes écalées (pour un kilo de noix de Grenoble 9 280 litres, de bœuf 15 400 litres, et de poulet 4 325 litres). L'agriculture consomme donc 80 % de l'eau de l'État.

En Californie comme en Europe, l'utilisation des pesticides de la famille des néonicotinoïdes des firmes Syngenta et Bayer dans toute l'agriculture intensive (céréales, amandes...), pesticides jusqu'à 8 000 fois plus toxique que le DDT pour les abeilles, provoque un massacre général des insectes du sol et des invertébrés des rivières. Et pour polliniser leurs arbres, les producteurs d'amandes californiens doivent chaque année louer et déplacer environ 53 000 ruches venues de tous les États-Unis...

Champion du monde de la pollution!

Pendant que la forêt brûlait chez eux, les producteurs d'amandes de Californie faisaient une belle campagne de pub en France, notamment dans le métro parisien. Forcément, c'est la saison des apéros... Le California Almonds Board communique largement sur les pratiques de développement durable de ses membres: si on réutilisait tous les déchets issus de la production des amandes, le bilan carbone de cette dernière pourrait être neutre voire même négatif, disent-ils...

Mais ce n'est pas tout: Nestlé, la plus grande transnationale de l'agro-alimentaire, pompe consciencieusement les nappes phréatiques pour alimenter ses cinq usines d'embouteillage en Californie. Elle veut même augmenter les prélèvements car le marché a soif. Et les camions Nestlé de sillonner ensuite les USA...

Et enfin, le gouverneur de Californie a autorisé le « fracking », la fracturation hydraulique. L'État est désormais le troisième producteur de pétrole du pays derrière le Texas et le Dakota. Les énormes quantités d'eau utilisées pour faire remonter ce pétrole très visqueux repartent ensuite très souillées dans les nappes...

Pendant ce temps, Obama dévoile son plan de lutte contre le réchauffement climatique reposant sur trois points essentiels: réduire de 32 % le niveau des gaz à effet de serre d'ici à 2030 (par rapport aux valeurs de l'année 2005); limiter la construction d'usines à charbon; augmenter le solaire ou l'éolien. La part des énergies renouvelables passerait de 11 % aujourd'hui à 28 % en 2030. Obama a juste « oublié » les émissions liées à l'industrie et aux transports, « oublié » que plusieurs États sont défigurés par l'exploitation des gaz de schistes, et « oublié » enfin que, comme premier pollueur au monde, les États-Unis ont une responsabilité historique.

Commission nationale écologie

TURQUIE La guerre d'Erdogan et la résistance kurde

Crise politique, opérations militaires, résistance armée. Deux milliers et demi de gardes à vue, plus d'une centaine de morts des deux côtés et près de 50 civils tués. Ceci résume l'atmosphère de cet été 2015 qui avait pourtant débuté avec un immense espoir populaire suite aux résultats des élections législatives du 7 juillet.

Les 13% obtenus par le HDP (Parti démocratiques des peuples, lié au mouvement kurde) obligeait l'AKP à former un gouvernement de coalition, susceptible de briser sa domination dans les sphères de l'appareil d'État et d'empêcher l'instauration du régime présidentiel autocratique souhaité par Erdogan.

Dès mars dernier, celui-ci avait déjà donné les signes de son virage vers un nationalisme pur et dur afin de combler sa probable perte de gain dans la région kurde par un vain provenant de l'extrême droite. « La question kurde n'existe pas » avait-il déclaré, dans la meilleure tradition du nationalisme turc, tout en interdisant toute visite à Öcalan (le dirigeant du PKK) et suspendant ainsi de facto le déroulement des négociations en cours depuis 2013.

Mécontent du résultat des législatives, l'AKP, n'a donc rien trouvé de mieux que de se prononcer pour des élections anticipées, tout en faisant mine d'être à la recherche d'un partenaire pour un gouvernement de coalition. Toutefois, l'affaiblissement du HDP était pour l'AKP la condition



Erdogan pose en chef de guerre. DR

sine qua non de sortir vainqueur des prochaines élections. C'est ainsi que de façon fort suspecte, l'attentat de Suroç (toujours pas revendiqué par Daesh auquel il fut attribué) et les représailles immédiates du PKK causant la mort de deux policiers (que la PKK a d'abord revendiqué, et ensuite renié en déclarant que c'était l'œuvre d'« unités locales ») ont fourni l'occasion de déclencher à nouveau la guerre contre les Kurdes et par-là même de criminaliser le HDP comme branche légale de l'« organisation terroriste ». Les frappes aériennes contre les

camps du PKK, les opérations militaires dans les villes du Kurdistan de Turquie et les arrestations en masse ont provoqué une violente réaction armée des milices urbaines kurdes composées principalement de jeunes indignés par l'instrumentalisation du processus de négociations (qui n'a jusqu'à maintenant rien donné) et par l'isolement de leur leader national dans sa prison de l'île d'Imrali.

Radicalisation et contestation

Face aux appels incessants du HDP pour un cessez-le-feu, Duran Kalkan, membre du comité exécutif du PKK a

sèchement répliqué: « Qu'ont-ils réussi eux, pour nous faire un appel? S'ils s'étaient occupés de leurs affaires, des affaires parlementaires, et y avaient apporté une solution, il y aurait eu une base pour la politique démocratique et non la guerre ». La radicalisation s'étend à toute la population du Kurdistan. Les mairies dirigées par le DBP (Parti des régions démocratiques, le parti frère du HDP dans le Kurdistan) déclarent une à une leur autonomie (« autogestion »). Comble de l'ironie, le gouvernement de transition au pouvoir jusqu'aux élections anticipées du 1^{er} novembre a été obligé d'intégrer deux députés du HDP!

Plus dupes, une majorité de Turcs sont conscients qu'il s'agit bien de la guerre d'Erdogan pour maintenir son pouvoir. Habituellement des lieux de démonstrations nationalistes, les obsèques de soldats se transforment aujourd'hui en contestation de l'AKP. Les représentants du parti sont hués et parfois obligés de quitter les lieux. « Pourquoi ceux qui parlaient de résolution [de la question kurde] disent aujourd'hui "guerre jusqu'au bout"? Ils n'ont qu'à aller faire la guerre eux-mêmes », s'écrit même un lieutenant-colonel lors des funérailles de son frère...

Selon les sondages, les intentions de votes pour l'AKP sont en baisse alors que celles du HDP sont légèrement en hausse. On ne peut prévoir jusqu'où Erdogan est capable d'aller pour sauver son sultanat, mais nous savons que la seule voie pour le stopper passe par la construction d'un puissant mouvement pour la paix et la démocratie.

D'Istanbul, Uraz Aydin

Université d'été 2015

UNE RÉUSSITE!



Espace détente... PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Réunissant 650 personnes du 23 au 26 août, cette édition est donc en soit une première bonne nouvelle, réunissant plus de participantEs que lors de la précédente. Elle confirme une nouvelle fois l'ancrage incontournable de l'Université d'été dans la vie du NPA, à la fois espace d'échanges et de débats, de cogitations internes et d'ouverture vers l'extérieur.

Pendant 4 jours à Rives des Corbières, dans les nombreuses discussions dans les salles, en terrasse, sous la pergola du restaurant, à la piscine, voire même à la plage, un large éventail de thèmes ont été abordés, d'hier à aujourd'hui. Hier, les trois séances du cycle consacré à la fin de la Seconde Guerre mondiale, mettant en lumière des aspects dont les commémorations officielles n'auront pas rendu compte ; les « figures du mouvement ouvrier » cette année consacrées à la révolution chinoise ; le triste anniversaire du « communicide » en Indonésie il y a 50 ans ; en soirée, deux films salutaires (documentaire et « fiction ») sur la grande grève des mineurs britanniques de 1984-85. Aujourd'hui, bilan et perspective des mobilisations contre le gouvernement et le patronat, avec notamment une place significative laissée à la santé, au commerce ou aux migrants ; un débat réunissant différents représentants de la gauche politique (PCF, PG, Ensemble et Alternative libertaire) ; des espaces de réflexion pour comprendre, seul ou accompagné, et résister : les politiques sécuritaires (avec le sociologue Laurent Mucchielli), le climat, la lutte contre les racismes (avec Michèle Sibony de l'UJFP), l'égalité des droits, les médias (avec Serge Halimi et Pierre Rimbart du *Monde diplomatique*), le « nouveau » FN, le monde arabe (avec Gilbert

Achcar), les grandes questions stratégiques, la vérité en science (avec Hubert Krivine)... Et par dessus tout cela, le souffle de la résistance internationale et le vent de la solidarité portés par nos invités : de Grèce tout d'abord, avec Sotiris Martalis (DEA/Plateforme de gauche de Syriza/Unité populaire) et Thanasis Antoniou (OKDE-Spartakos/Antarsya) ; de l'État espagnol, avec Miguel Urban (membre d'Anticapitalistas et député européen de Podemos) ; de Tunisie, avec Fathi Chamki, député et membre de la direction du Front populaire et de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO)... Sans même parler des soirées réunissant un public toujours nombreux autour des réalisateurs Carmen Castillo et Pierre Carles, de la sociologue Marlène Benquet ou de Michael Löwy... ou des chansons entraînantes et nostalgiques de El Comunero ! Nous ne tenterons pas ici de remplir la mission – impossible – de rendre compte de tout : 42 séances en journée, un meeting, un grand forum international, des travaux pratiques à 17h et des soirées... Pour mémoire... et pour donner envie aux absentEs, retrouvez dans ce numéro quelques interviews, et sur le site du NPA différentes vidéos (progressivement mise en ligne). Et rendez-vous en 2016 bien sûr !
La commission Université d'été

EN MEETING, NOTRE PROJET ANTICAPITALISTE RÉVOLUTIONNAIRE PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

Si le vent qui soufflait n'était pas particulièrement chaud ce lundi 24 août, les différentes interventions faites lors du meeting de l'Université d'été ont bien fait remonter la température...

Membre de la direction du NPA, Armelle Pertus a introduit la soirée en présentant le cadre du meeting : l'enjeu d'un projet de transformation révolutionnaire pour combattre les différentes dimensions de la crise du capitalisme. Elle est ensuite revenue sur le bilan de cette année marquée par les attaques en rafales d'un gouvernement à plat ventre devant les patrons et d'autant plus violent contre le monde du travail, particulièrement contre celles et ceux qui tentent de résister. Car les mobilisations existent sur les salaires, les conditions de travail, contre les licenciements ou les grands projets inutiles, pour défendre les services publics, mais trop dispersées et sans perspectives politiques communes pour construire la convergence capable de bousculer les rapports de forces.

Le capitalisme c'est la guerre, a rappelé Julien Salingue de la direction du NPA. La décomposition politique du Moyen Orient, conséquence des politiques impérialistes dans cette région qui n'en finissent pas pour autant de jeter de l'huile sur le feu, transforme les peuples en réfugiés, comme en Syrie où la moitié de la population a dû tout abandonner



pour tenter de survivre. C'est aussi la guerre idéologique, avec une nouvelle phase de la « lutte contre le terrorisme » initiée par Bush qui devient de plus en plus la lutte contre « l'ennemi intérieur », musulman bien sûr, alimentant le FN sans qu'il n'ait besoin de rien faire..

Yousif Fatihelrahman (dit Fathi), un des migrants de La Chapelle en lutte depuis juin, a dénoncé les responsabilités des impérialismes dans les migrations et appelé à la solidarité autour des migrantEs (voir pavé dans ce dossier). Notre porte-parole Christine Poupin a enchaîné sur les réfugiéEs climatiques, premières victimes du réchauffement, avant de développer les propositions que le NPA portera dans les mobilisations de l'automne autour du sommet de la COP 21 à Paris (voir pavé dans ce dossier).

Se hisser à la hauteur des enjeux

Enfin, sans dissimuler les difficultés que connaît le NPA, Philippe Poutou a exprimé la volonté des militantEs réunis lors de cette université d'été : se donner les moyens d'être utile pour construire les résistances, mais aussi amener des réponses politiques à la hauteur des enjeux des crises que nous vivons. Pour cela, il faut commencer par tirer les leçons des choix des différentes forces avec lesquelles nous discutons (ainsi, des composantes du Front de gauche tiraillées entre exacerbation du chauvinisme et dépendance par rapport au PS, mais partageant le même horizon indépassable de l'électoratisme) et des nouveaux problèmes internationaux. La mobilisation du peuple grec pose le problème des cadres politiques

LES QUESTIONS SOCIALES AU

L'Université d'été du NPA est attendue comme un lieu de réflexions, l'occasion de des militantEs investis tout au long de l'année dans de multiples mobilisations sur le terrain, c'est aussi un moment pour échanger, partager autour de ces mobilisations, tout réfléchir aux inflexions globales, aux perspectives des mois qui viennent.

En fait, la principale difficulté vient de la nécessité de faire, chaque jour, chaque demi-journée un choix entre les différents ateliers : donner la priorité à ses champs habituels ou « s'aventurer » sur des terrains « inconnus » ?

Du coût du capital...

Dès le premier jour, deux ateliers plantaient le décor : le coût du capital et les attaques contre le droit du travail. En effet ces deux thèmes prenaient de front ce qui a constitué le fond de l'année sociale fin 2014-2015. Les campagnes gouvernementales et patronales sur le coût du travail servent de justification à la multiplication des attaques contre le droit du travail. S'appuyant sur son nouveau livre (*Le véritable coût du capital*, Autrement, 2015, 17 euros), Olivier Besancenot s'est attaché dans sa présentation de l'atelier à démontrer que cette bataille, habillée d'économie, est en réalité une bataille qui détermine des choix de société. Des

choix qui dépassent le social pour construire une politique de classe qui traverse toute la société, depuis les travailleurEs jusqu'aux migrantEs, en passant par les femmes, les jeunes, etc. Une grande partie de la discussion a porté sur notre riposte à cette offensive, notamment par la critique des réponses apportées par la CGT centrées sur un « surcoût » du capital, prétexte de la construction d'une riposte « antilibérale » distincte de l'anticapitalisme.

Au même moment, un autre atelier faisait le point sur les attaques qu'on peut dire sans précédent : empilages de lois à la Macron, loi Rebsamen, l'atelier sur le droit du travail aurait facilement pu être en surcharge de... travail. Les débats ont mis en évidence les demandes d'explications, de précisions, sur les reculs imposés par l'arsenal des lois déjà mises en œuvre et celles qui risquent de suivre, et la timidité voir les cautions portées par les directions syndicales, nationales, confédérales.

... Aux ripostes et luttes contre la répression

L'atelier sur la répression s'inscrivait dans la même logique. On ne peut limiter au cas de quelques-uns les multiples actes de répression sociale et syndicale qui touchent notamment nombre de nos camarades. Il s'agit bien d'une politique globale, trouvant une nouvelle fois coude à coude gouvernement et patronat et en face de bien timides ripostes syndicales mêlant frilosité et sectarisme. L'atelier sur les luttes et ripostes sociales ne se contentait pas non plus d'un tour de table pourtant riche. Autour de la mobilisation du secteur hospitalier et notamment de l'AP-HP, nos camarades sont revenus sur les mobilisations à La Poste, contre la loi Macron et la ténacité des salariéEs du commerce autour du collectif intersyndical parisien CLIC-P mais aussi dans nombre de grandes surfaces en région. Au-delà de ces récits renvoyant aux médias dominants la prétendue

NET UNIVERSITAIRE LIBERTÉ



L'Université d'été en meeting. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

pour en finir avec les politiques d'austérité: le gouvernement Tsipras a refusé de s'appuyer sur les mobilisations pour rompre avec les diktats de l'Union européenne et du patronat grec, c'est une impasse. Un programme de mesures anticapitalistes (annuler la dette, prendre le contrôle des capitaux et des banques, exproprier les secteurs clés) pourrait ouvrir un espoir de lutte commune des travailleurs et des peuples d'Europe et bien au-delà, car en finir avec l'austérité, c'est commencer par rompre avec les lois du capitalisme et les institutions qui les défendent.

Des questions largement débattues par les militantEs et sympathisantEs, dans une ambiance chaleureuse: de quoi faire le plein d'énergie avant la rentrée.

Cathy Billard

CŒUR

prendre du recul pour
r le terrain social. Mais
en prenant le temps de

disparition de la/des questions sociales, les débats ont tournés sur la nécessité de rompre l'isolement, l'éparpillement des luttes qui trop souvent mène à l'échec.

Préparer encore et toujours la rentrée sociale

Et bien d'autres ateliers mettaient en évidence que les questions sociales sont plus que jamais d'actualité. Dans tous ces échanges, la volonté de lier bilan des mobilisations et réflexion sur les enjeux est toujours présente. Un seul regret: la multiplicité des ateliers ne permet pas toujours la participation de camarades portant un regard plus extérieur au sujet traité.

Les ateliers sur les réformes dans l'éducation nationale, l'évolution de la/des crises de la CGT, ou la lutte contre les inégalités de salaires et l'oppression spécifique des femmes, complétaient largement les débats qui devraient alimenter le développement des luttes en cette rentrée.

Robert Pelletier

EMPREINTE ÉCOLOGIQUE À L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ: CHANGER LE SYSTÈME, ÇA URGE!

Lors du meeting, Christine Poupin a rappelé que le changement climatique se combine avec les autres crises. Si la hausse de la température moyenne n'est pas inférieure à 2°C d'ici 2100, un habitant sur 10 vivant à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer sera menacé. Les ouragans, inondations, sécheresses, et les guerres, s'amplifieront...

Donc 80% des réserves connues de combustibles fossiles doivent rester sous terre et ne jamais être exploitées. Au lieu de cela, les capitalistes, relayés par les gouvernants qui les représentent, nous entraînent dans leur logique de destruction et de surproduction inutile. Ce ne sera pas la COP21 qui apportera les solutions radicales nécessaires: son contenu est déjà déterminé par les « engagements » des grandes puissances, et taillé pour les intérêts des lobbies industriels et financiers (nouveau marché du carbone et bien sûr nucléaire)! Ils refusent de reconnaître la dette écologique vis-à-vis des pays du Sud et d'accorder un statut de réfugiés aux victimes climatiques.

Un cycle pour comprendre... et agir!

Trois ateliers consacré au climat ont aussi permis de poursuivre la réflexion. Quel travail, quels emplois pour le climat? Cette première discussion a posé les deux



conceptions historiques du travail: le travail, élément constitutif de l'humanité, échange entre des organismes vivants, et le travail salarié, contraint, aliéné. Nous y avons ajouté le travail domestique, « travail invisible », trop souvent assumé par les femmes. C'est par la lutte sur la baisse du temps de travail que le mouvement ouvrier s'est inscrit dans l'écologie. Aujourd'hui, on doit s'interroger sur quelle production de biens socialement utiles. La question de la transition est posée, et qui est plus qualifié pour l'inventer que les producteurs aujourd'hui dépossédés de tout pouvoir dans les usines et les services? La nécessité de la disparition des productions inutiles et nuisibles (armement, publicité, nucléaire...) pose la question de la reconversion des emplois: cela ne

peut se faire que de façon démocratique et collectivement assumé. Lors de la deuxième séance ont été abordées les victimes climatiques. La dégradation de l'environnement crée des millions de victimes maintenues sur place dans le dénuement, déplacées ou migrantes (51 millions aujourd'hui, 200 millions en 2050). Cela marque l'émergence d'un nouveau milieu social, et implique de repenser l'aide humanitaire d'urgence et notre intervention politique internationale. L'expérience de nos camarades philippins présentée lors de cet atelier est de ce point de vue exemplaire.

« Le climat ça change vraiment tout! Les réponses du NPA » était l'intitulé du dernier atelier. Nos réponses écosocialistes nous permettent de proposer une transition énergétique rapide dans tous les secteurs d'activité (logement, transports, énergie, agriculture...) créatrice d'emplois et respectueuse de l'environnement. Cela passe par la baisse du temps de travail, le transfert de technologies vers les pays du Sud, la baisse de la production matérielle au Nord. Elle impose l'appropriation publique des grands domaines de l'énergie, des banques, sous contrôle des travailleurs eux-mêmes, producteurs et consommateurs.

Les mobilisations autour du climat vont se multiplier. Comme l'a bien montré cette Université d'été, le NPA y prendra toute sa part.

Commission nationale écologie

UNE UNIVERSITÉ ANTIRACISTE

La question des migrantEs ne fait pas que la Une des médias et des discours politiques: elle était aussi très présente à l'Université d'été du NPA, mais sur une base très différente des discours dominants, celle de la lutte et de la solidarité, de la liberté de circulation et d'installation, donnant la parole aux premiers concernéEs.

Yousif Fatihelrahman (dit Fathi), une des figures des luttes de La Chapelle de ces derniers mois, était ainsi un des intervenantEs au meeting de l'Université où il a plaidé que sur le fond la solution passerait par les transformations politiques dans les pays d'origine, le soulèvement des populations contre leurs gouvernements et contre la domination des pays occidentaux. Il faisait aussi partie des intervenants participant à un atelier spécifique ouvrant un débat de fond sur la question des migrantEs et de l'Europe forteresse au côté de Sidi Soumaré, délégué de l'Union nationale des sans-papiers. C'est en repartant du rôle de l'impérialisme qu'on peut comprendre le lien entre domination des pays du sud, renforcement des frontières de l'Europe, racisme d'État et politiques liberticides. C'est aussi sur cette base qu'on casse l'argument de la division construite par le gouvernement français entre réfugiéEs et

migrantEs économiques, mais aussi que l'on peut articuler cette question avec celle des Roms, migrantEs de l'intérieur de l'Europe.

Comprendre les racismes pour mieux les combattre

Deux autres moments ont permis de renforcer nos analyses sur le racisme. Animé par Michèle Sibony de l'Union juive française pour la paix (UJFP) et Julien Salingue, un atelier consacré à l'islamophobie et à l'antisémitisme a permis dans une salle comble de combattre toute idée d'une hiérarchie des racismes. Il a aussi renforcé la nécessité de comprendre les spécificités des différents formes que prend le racisme, et des rôles différents que celles-ci jouent selon les périodes. À partir de la situation aux États-Unis à la lumière du mouvement « Black lives matter » et d'un retour sur l'histoire, Matthieu Bonzom a proposé au débat une analyse marxiste du racisme comme « racisme structurel ». Sur la base de

cette histoire et de cette analyse peut se comprendre à la fois l'importance de ne pas rabattre la lutte contre le racisme à la lutte des classes, mais aussi l'articulation nécessaire entre les deux. C'est ainsi que l'on peut saisir l'importance stratégique de la prise en charge de l'auto-organisation des raciséEs.

Enfin, une réunion spécifique du Off a permis d'échanger sur les perspectives de rentrée sur la question des migrantEs, sans-papiers et Roms, ainsi que sur les luttes dans les quartiers populaires. Sur la première question, outre un développement des informations entre les différents comités via le développement de la commission antiraciste, nous défendons l'importance de dates centrales de mobilisation ces prochaines semaines. De plus, le 31 octobre prochain, le NPA doit contribuer à la mobilisation à l'occasion du 10^e anniversaire de la révolte des quartiers de 2005.

Denis Godard

DÉBATTRE AVEC DES INTELLECTUELS CRITIQUES

L'Université d'été du NPA n'a pas seulement pour fonction de transmettre des connaissances théoriques et historiques, ou de rencontrer des militantEs de France et d'ailleurs. C'est aussi l'occasion pour notre parti de profiter des apports d'intellectuels critiques, d'engager le débat avec eux, et d'explorer des questions que nous avons parfois tendance à sous-estimer, par manque de temps, d'énergie ou d'intérêt.



Serge Halimi intervenu à deux reprises lors de notre Université d'été. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Outre des débats organisés par la librairie la Brèche autour de livres récemment parus de Gilbert Achcar (*Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme*, Actes Sud, 2015) et de Marlène Benquet (*Encaisser. Enquête en immersion dans la grande distribution*, La Découverte, 2013), l'université d'été a ainsi permis de discuter de la question des politiques sécuritaires avec le sociologue Laurent Mucchielli, et de celle des médias avec Serge Halimi, directeur de rédaction du *Monde diplomatique*, et Pierre Rimbart, membre de son comité de rédaction. Dans les deux cas, les exposés et les débats se sont avérés riches et animés, montrant l'importance de nous approprier ces questions et le besoin de discussions pour faire progresser le NPA.

Auteur notamment de *L'invention de la violence*, Laurent Mucchielli a commencé par démontrer l'indéniable convergence entre le PS et la droite sur les questions de sécurité et de délinquance, insistant notamment sur ces tournants qu'ont constitué, de ce point de vue, le gouvernement Jospin (1997-2002) et les révoltes de 2005 dans les quartiers populaires. Mais il a également insisté sur le fait qu'à partir des années 1980, notamment de la première « affaire du voile à l'école » (1989), la menace pour la

sécurité publique a peu à peu été problématisée à travers la figure du « jeune musulman de banlieue ».

Des échanges précieux

Serge Halimi a décrit dans son exposé l'importance prise par le secteur des médias dans le capitalisme contemporain, mais aussi les pressions et censures structurelles qui découlent de l'appropriation capitaliste des médias. Pierre Rimbart a réfuté quant à lui l'idée qu'Internet et les médias numériques pourraient constituer en eux-mêmes des réponses aux problèmes posés par cette appropriation. La discussion leur a ensuite permis d'avancer des propositions pour une transformation radicale des médias d'information, fondée sur le refus et de la tutelle des États et des pressions commerciales. Construire une culture politique commune suppose à la fois la volonté de transmettre les fondamentaux de notre tradition politique, mais également une capacité collective à débattre d'apports intellectuels externes sur des questions laissées en friche. Ces échanges avec des intellectuels qui ne partagent évidemment pas l'intégralité de nos perspectives sont précieux pour nous aider à élaborer non seulement des analyses fouillées mais aussi des réponses politiques à la hauteur des enjeux.

Léo Carvalho



Yousif Fatihelrahman (dit Fathi) au meeting. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

SANTÉ Pas de pause estivale pour l'Hôstérité, la mobilisation reprend

La lutte des établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris concerne l'ensemble des hôpitaux. Le retrait des mesures que veut imposer le directeur général Martin Hirsch à ses 72 000 salariéEs serait un formidable encouragement au combat de l'ensemble des établissements de santé pour le maintien ou la reconquête des journées de RTT et le refus de l'austérité dans la santé.

Conséquences de l'austérité, des suppressions de poste et des manques d'effectifs à l'hôpital durant l'été, des services encore plus nombreux ont été fermés, notamment des urgences (Valognes, Firminy, Saint-Vallier, Dreux...), contraignant les patientEs à rallonger les déplacements pour bénéficier des soins, avec les risques afférents. Même le SMUR a été fermé quelques jours à Mantes-la-Jolie! Ces mesures préparent un nouveau tour de vis dans nos établissements, et la loi de santé de Touraine qui sera débattue au Sénat en octobre va y contribuer. Les luttes non plus n'ont pas faibli : les mobilisations et les grèves se sont poursuivies comme à Aigle, Chalons-en-Champagne, Dreux, Falaise, Saint-Dizier... Mais isolées et éparpillées, elles n'ont pas permis des succès généralisés et durables. La population s'est aussi mobilisée contre les fermetures et les atteintes à l'accès aux soins.

À l'AP-HP, ça continue

Cinq journées de mobilisation massives en mai et juin, et la forte détermination du personnel ont contraint Martin Hirsch, à annoncer le 16 juin, le retrait de son plan, mais il apparaissait dès cette date qu'il s'agissait d'une manœuvre. En effet, le directeur général de l'AP-HP n'a pas renoncé réellement à son projet, en prétendant ouvrir des discussions sur l'organisation du travail dans plusieurs services, et en maintenant son plan d'économie de 600 millions d'euros en quatre ans, impossible à réaliser sans suppressions d'emplois et fortes contraintes sur le personnel.

Le personnel est invité par l'intersyndicale à se réunir en assemblées générales dans les différents hôpitaux de l'AP-HP jusqu'au 10 septembre. L'occasion de discuter pour agir. De définir les actions lors la nouvelle journée de grève du 17 septembre, une manifestation dans les rues de Paris pourrait ainsi être décidée dans ces AG. D'élaborer les moyens de populariser la lutte auprès de la population. D'échanger sur la poursuite de la mobilisation : faut-il continuer à espacer les grèves de semaines ou décider de la grève reconductible? Toutes les propositions du personnel pourraient être débattues lors de réunions regroupant des délégués élus représentant les différentes AG des différents établissements. Ce serait prendre en main la mobilisation, comme en 1988 lors de la grande grève des infirmières, ce qui avait contribué à son succès.

CorrespondantEs

AGRICULTURE Crise porcine... ou crise du système?

La mobilisation des agriculteurs a fait l'actualité de l'été. Dans la population, en particulier parmi les salariéEs qui ressentent cruellement l'impossibilité de se faire entendre et de faire reculer le gouvernement, les sentiments sont mêlés...



La fronde agricole, vers où, jusqu'où? DR

Se disputent d'un côté une certaine admiration pour la radicalité des modes d'action vus comme efficaces, mais aussi un sentiment d'injustice, en particulier chez les militants qui sont régulièrement réprimés, face à ce qui est perçu comme la bienveillance de la police, une sorte de « deux poids, deux mesures ». La situation est contradictoire, le monde paysan n'est pas d'un seul bloc.

Les groupes s'engraissent, les paysans crèvent...

Depuis cinquante ans, le modèle dominant de l'élevage, imposé par

la Politique agricole commune, les gouvernements et la FNSEA, repose sur la course au volume, « toujours plus, toujours plus grand », avec ses corollaires, l'endettement et l'industrialisation. Il est inscrit dans le marché mondial et soumis à une concurrence féroce. Il subit la domination des grands groupes capitalistes qu'il engraisse, en particulier dans la grande distribution et dans la restauration collective, et dépend de l'instabilité du marché des céréales fourragères aggravée par le rôle des agrocarburants sur le prix du soja et du maïs et par la volatilité du prix des engrais.

C'est ce système de l'agro-industrie qui est en crise. Une crise profonde, durable, structurelle, d'un modèle qui n'est pas viable, crise aujourd'hui aggravée par la chute des cours. Comme dit le porte-parole de la Confédération paysanne, Laurent Pinatel : « Ce que nous connaissons, c'est une crise du productivisme. Il y a trop de lait, de viande. Il faut réduire la production et revenir à des modes de production plus raisonnables, plus respectueux de la nature ».



DR Commission nationale écologie

PPCR Une charge de plus contre les fonctionnaires

On connaît les dangers de la réforme territoriale en cours. Sa logique est celle du démantèlement de services publics essentiels, de la remise en cause du statut national des fonctionnaires. Ce statut, fondé sur la distinction entre « grade » et « fonction », offre en effet une série de garanties, « anachroniques » aux yeux du patronat ou de l'Union européenne (qui contrôle les dépenses publiques depuis le TSCG voté en 2012)...

Dans ce contexte, en juillet, le ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, a fait connaître aux syndicats son projet d'accord « Parcours Professionnels, Carrières, Rémunérations » (PPCR), issu d'un « dialogue social » de plus d'un an avec les syndicats. Le PPCR, c'est en fait

LA POSTE (78) La répression contre les militants syndicalistes se poursuit

À de nombreuses reprises ces dernières années, la direction de La Poste, 3^e employeur du pays, a tenté de licencier, a mis à pied nombre de camarades et même révoqué de la fonction publique notre camarade Yann Le Merrer dans le 92. Depuis la grève des facteurs de Carrières-sur-Seine, dans les Yvelines (78), où la jonction avait été faite avec les grévistes du 92, les bureaux de 78 réagissent presque systématiquement aux restructurations...



Avec ou sans papiers, 300 travailleurs le 26 août. DR

Ces bureaux se réunissent et discutent avec leurs syndicats des moyens de se défendre. De cette simple organisation des salariéEs pour défendre leurs conditions de travail, La Poste ne veut pas entendre parler. Et elle fait tout pour entraver les militants combattifs du 78 qui impulsent toute forme de résistance et de coordination. Après avoir licencié Aurélien en 2013 à partir d'un dossier monté de toutes pièces, la direction départementale de La Poste des Yvelines persiste et signe dans ce qui apparaît clairement comme une véritable cabale : avertissement écrit à un représentant départemental de la CGT à La Poste, et pour la première fois convocation d'un autre représentant départemental...

300 personnes en soutien!

Par ailleurs militant du NPA, Vincent était donc convoqué

le 26 août dernier à un entretien préalable avant sanction pouvant aller jusqu'au

La solidarité a été remarquable puisque 300 personnes particulièrement remontées étaient

licenciement. La direction n'invoque que des éléments p u r e m e n t procéduriers, comme le délai de prévenance avant de pénétrer sur les sites de La Poste.

présentes ce jour-là devant la direction départementale pour soutenir Vincent, dont 200 travailleurs sans papiers, en lutte depuis 3 mois pour leur régularisation. À coup sur, la pression devra encore monter d'un cran si la direction persiste dans sa volonté de museler toute forme de résistance aux attaques qu'elle mène constamment contre les travailleurs de La Poste.

CorrespondantEs

RENTRÉE SOCIALE **Dépasser les attentismes**

Au moment où les catastrophes liées au climat se multiplient, le climat social semble lui bien calme. Alors que Macron, Valls et Gattaz multiplient provocations et annonces qui préparent de nouvelles attaques contre les travailleurEs, les directions syndicales se complaisent dans une discrétion qui cache mal un accompagnement plus ou moins profond.

Les mobilisations du début d'année 2015 ont été contrastées. D'un côté, la défaite orchestrée par les directions syndicales de l'exceptionnelle mobilisation des salariéEs de Radio France, de l'autre la grande détermination des salariéEs du commerce parisien organisés autour du collectif unitaire CLIC-P. Entre deux, les larges mobilisations dans la santé et notamment dans l'AP-HP résistant aux entreprises de découragement des responsables syndicaux du secteur. La seule initiative nationale significative aura été la journée de mobilisation du 9 avril relevant plus du rituel que d'une volonté de regrouper les colères. Enfin, l'opiniâtreté de quelques militantEs et structures syndicales permettait la réussite à Paris du bal des répriméEs le 3 juillet.

Retournée de demi-saison

C'est dans la même configuration que l'on semble se retrouver en cette rentrée. Le secteur de l'hôpital plante dans le décor les journées du 10 (assemblées générales) et du 17 septembre (grève nationale) pour repartir au combat contre les plans Hirsch-Touraine après un été où les mobilisations éclatées se sont poursuivies. Le CLIC-P s'apprête à ressortir les drapeaux contre les décrets d'application de la loi Macron qui visent à multiplier les Zones touristiques internationales. Et rentrée des classes ne rime pas avec entrée en lutte pour une FSU dont le gouvernement semble espérer un accompagnement – à peine critique – des réformes mises en place.

L'organisation de la riposte contre la répression antisyndicale illustre les problèmes auxquels est confronté la construction de la mobilisation. Les ripostes sectorielles et/ou locales se maintiennent pendant que les directions nationales peinent à accorder leurs calendriers, avec un rassemblement CGT le 23 septembre et la mobilisation de soutien à l'Inspectrice du travail de Besançon initiée par Solidaires le 16 octobre...

Devant nous des batailles décisives

Mais le plus inquiétant concerne l'attentisme des confédérations et fédérations dans la construction d'une mobilisation globale contre la politique d'un gouvernement qui s'affirme de plus en plus clairement comme le meilleur défenseur des intérêts du patronat. Ainsi, la journée de mobilisations du 8 octobre est présentée par la CGT comme la continuation du 9 avril ! La FSU et Solidaires ont d'ores et déjà rallié une journée que FO hésite à inscrire dans son calendrier. Pour la direction confédérale CGT, cette journée s'inscrit dans un ensemble d'initiatives, avec sept meetings régionaux et un à la Mutualité à Paris le mercredi 9 septembre qu'il faut lier aux 2000 rencontres avec les syndicats CGT dans tout le pays. En effet, à quelques mois d'un congrès confédéral dont l'enjeu principal est la reprise en main d'un appareil déstabilisé par la crise de direction, la direction confédérale est dans l'obligation de rendre visible une CGT qui est peut être à la veille de perdre son « titre » de première organisation syndicale française.



Dans la manifestation du 9 avril dernier... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Mais ce sont des batailles aux enjeux bien plus décisifs qui sont devant nous, au moment où crise économique et rapacité patronale se

conjuguent en multipliant les attaques contre les travailleurEs.
Robert Pelletier

METZ (57) **Les Roms chassés comme à la Courneuve!**

Les événements de la Courneuve ont pour les militantEs messins un drôle de goût de déjà vu. Une ville gérée par une municipalité socialiste, avec le renfort du PCF; un bidonville où vivent des Roms depuis une dizaine de mois; et fin juillet, une évacuation brutale, qui détruit les baraques, balance les maigres affaires à la benne, et jette à la rue des hommes, des femmes, des enfants, sans aucune perspective de relogement.

Des militantEs ont réagi : le Collectif mosellan de lutte contre la misère existe depuis de nombreuses années et se bat pour que soit appliqué le droit au logement « ICI » : immédiat, continu, inconditionnel. Il était donc déjà en contact avec la vingtaine d'habitantEs du bidonville, et ses militantEs ont pu apporter une aide immédiate. Avec ses modestes moyens, le NPA 57 s'est impliqué dans ce travail collectif et efficace : aide matérielle, en achetant des tentes, en ameutant les services sociaux et les organismes caritatifs ; aide juridique, en assignant la mairie en justice ; aide politique, en organisant des rassemblements de solidarité, en contrant le harcèlement policier. Nous avons imposé



À Metz aussi Roms et soutiens contre les évacuations ! DR

l'installation au camping municipal.

Brouillage et confusion

Une fois de plus, c'est contre une mairie « de gauche » qu'il faut se battre, en considérant aussi avec effroi comment le racisme antiroms finit par brouiller tous les repères. Le motif avancé pour détruire le bidonville sans envisager de relogement est simple : « il faut qu'ils s'en aillent »...

On mesure la gravité de ce propos : outre son absurdité logique qui révèle toute la confusion dans les esprits, pour lutter contre la progression du FN (à Metz comme ailleurs), certains en viennent à adopter les mêmes propos, les mêmes idées que ceux qu'ils prétendent combattre. De notre côté, nous ne lâchons rien avant que chaque personne n'ait été relogée.

CorrespondantEs

l'adaptation de la gestion des fonctionnaires aux exigences de la réforme territoriale, sa convergence sur les principes de « management » du privé.

De nouvelles attaques contre le statut

Le PPCR prévoit de « confirmer le fait que le niveau hiérarchique d'un corps ou d'un cadre d'emploi est lié, non seulement au niveau de diplôme ou de qualification requis au recrutement, mais également au niveau de missions à accomplir », ce qui est une remise en cause du statut nette et claire. Le projet prévoit aussi d'« accroître les mobilités » entre les fonctions publiques d'État, hospitalière, et territoriale : mutualisation des moyens, régionalisation des missions sous l'autorité des préfets de région... Le programme annoncé de « simplification statutaire » au niveau des services de l'État va dans le même sens. C'est une nouvelle

fragilisation des statuts nationaux, un nouveau pas vers leur régionalisation, vers un statut des fonctionnaires spécifique par région.

La création de cadres inter-fonction publique, de corps interministériels, faciliterait les redéploiements, d'une administration à une autre, d'un lieu à un autre, sans que l'agent concerné n'ait son mot à dire. Enfin le projet de contournement des commissions administratives paritaires (CAP) de corps, ministérielles, avec la promulgation de règles de mobilité « simplifiées », est une première étape vers le pilotage de la fonction publique au niveau des préfectures de région.

Une revalorisation salariale dérisoire

Côté salaires, le point d'indice qui détermine les rémunérations est bloqué depuis 2010. Une étude récente de l'INSEE montre

que le pouvoir d'achat des fonctionnaires a encore baissé de 0,7% en 2013. Depuis 2010, la baisse cumulée est de plus de 10%... La poursuite de ce gel va vite devenir intenable, des fonctionnaires verraient leur rémunération se situer au-dessous du SMIC... D'où un plan de revalorisation qui demeure dérisoire : sur une carrière complète au premier grade de la catégorie A, le gain mensuel se limiterait tout au plus à 40 euros brut... Par contre, le gel du point d'indice se poursuivrait, lui, jusqu'à 2017 !

Chantage à la signature

Lebranchu a récemment annoncé aux syndicats que le PPCR est à prendre ou à laisser en bloc (« revalorisation » + mesures contre le statut). Le projet en question sera donc considéré comme adopté s'il se trouve des syndicats représentant plus de 50% des voix aux dernières élections

professionnelles pour l'adopter avant la fin septembre. En clair, au-delà de la CFDT, l'UNSA, etc., il faut que la CGT, la FSU et/ou FO endossent aussi ce texte.

La CGT est donc en train de consulter ses instances. Visiblement, sans résistance interne significative, l'appareil syndical validera le projet de Lebranchu. Si c'était le cas, il y a peu de doutes que la FSU suivrait dans la voie de la collaboration avec Valls-Hollande. Ce serait un affaiblissement de plus du mouvement syndical. Pour le NPA, c'est une raison de plus pour



Dans la manif du 1^{er} Mai dernier... PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILU

ne pas signer un tel texte. Quant à une réelle revalorisation salariale, c'est la mobilisation des fonctionnaires, seule, qui pourra l'arracher.
CorrespondantEs

LOI MACRON Seul contre tous ?



Macron salué comme il se doit... DR

Le 17 août, les projets d'arrêtés délimitant les Zones touristiques internationales (ZTI) parisiennes ainsi que la liste des grandes gares susceptibles d'ouvrir chaque dimanche en application de la loi Macron ont été adressés pour avis, respectivement au plus tard les 15 septembre et 15 octobre prochains, aux syndicats, organisations patronales et municipalités concernées...

Le CLIC-P, l'intersyndicale parisienne du commerce, a immédiatement fait part de sa surprise et de son indignation : en effet, ce ne sont pas moins de douze zones qui sont projetées, soit trois fois plus que celles évoquées lors du débat législatif. Le ministre a non seulement une interprétation extensive des critères qu'il a lui-même fixé pour caractériser une ZTI (il est avéré, par exemple, que les touristes chinois ont eu vent dans leur pays du « rayonnement international » du centre commercial Beaugrenelle inauguré en 2013 dans le 15^e...), mais il se livre à un découpage sur mesure au service des patrons des grandes enseignes. Ainsi, l'ensemble des magasins Fnac de la capitale se retrouvent judicieusement situé en ZTI ! Macron veut ajouter à son portefeuille ministériel celui du Travail laissé vacant par le calamiteux Rebsamen, et fait le beau à l'université d'été du Medef en assénant de nouveau sa hargne à l'encontre des 35 heures. Mais il ferait bien de se méfier car « quand on veut trop bousculer, on finit par être bousculé » prophétise son camarade Cambadélis

La mobilisation n'est pas terminée

Les petits commerçants et la mairie de Paris sont également vent debout contre ces manœuvres : ne manque que l'implication des riverains concernés pour porter la température à ébullition. Il n'y a guère que le leader de la CFDT pour lui venir en aide, lui qui tape davantage sur les cédétistes impliqués dans le CLIC-P, dont l'action est jugée par trop radicale, que sur le ministre !

Le 8 septembre se tiendra une assemblée générale des militantEs syndicaux du commerce qui décidera de nouvelles grèves et manifestations, dont la journée d'action du 8 octobre pourrait constituer le point d'orgue. La CGT Paris a elle contacté les autres unions départementales, ce qui permettrait de fédérer au-delà des syndicats représentés dans le CLIC-P. Enfin, des contacts sont renoués avec les organisations féministes et de gauche qui se sont exprimées contre la généralisation du travail dominical et nocturne que porte en germe ces ouvertures : par la construction urgente d'une mobilisation politico-sociale, nous pouvons contraindre Macron à revoir sa copie.

LD

Une nouvelle étape s'ouvre en Grèce

Après six mois de gestion gouvernementale, la direction de Syriza a sombré dans une orientation de gestion de l'austérité exigée par l'Union européenne. La volte-face de Tsipras au lendemain du référendum a créé un grand désarroi mais aussi un puissant sentiment de révolte dans les rangs de Syriza. Des porte-paroles de 13 courants internes et externes à Syriza ont réagi dans une déclaration commune appelant à la formation d'un nouveau front politique, l'Unité populaire.

L'enjeu des semaines à venir est celui de l'apparition d'un front politique et social capable de combattre la démoralisation, de contrecarrer la politique d'austérité, d'organiser une mobilisation en riposte au troisième mémorandum qui contient de lourdes attaques contre les retraites, les conventions collectives, les droits sociaux en général, un niveau sans précédent de privatisations, organisées sous la férule néocoloniale de l'Union européenne.

En précipitant les élections le 20 septembre, la direction Tsipras essaye de prendre de court les forces militantes à sa gauche, tout en gardant une position majoritaire. L'Unité populaire est en train de se constituer avec l'ensemble des forces d'opposition apparue dans Syriza et l'adhésion de Zoé Konstantopoulou, présidente sortante de la Vouli, le parlement grec. Une partie des forces présente dans Antarsya participe aussi à ce mouvement.

De son côté, la direction d'Antarsya vient de décider majoritairement qu'elle sera présente séparément lors des prochaines élections.

Lors de l'Université d'été du NPA, nous avons interviewé Thanasis Antoniou de la direction de l'OKDE-Spartakos et d'Antarsya, et Sotiris Martalis, ex-membre du Comité central de Syriza, dirigeant du DEA, et participant au processus de formation de l'Unité populaire.

Léon Crémieux



Entretien. Thanasis Antoniou (OKDE-Spartakos / Antarsya) :
« Nous pensons nécessaire de maintenir un front anticapitaliste, et donc ne pas se dissoudre dans un accord institutionnel »

Quel est le bilan social et politique des six derniers mois ?

Au niveau social, la majorité de la classe ouvrière a de nombreuses difficultés : chômage, émigration de jeunes diplômés, revenus populaires en chute libre. Les ménages sont en surendettement.

Il y a eu des grèves comme celle contre le travail du dimanche (le mémorandum prévoit l'ouverture de 7 dimanches par an) que le gouvernement de Syriza a voulu imposer. Il y a eu d'importantes manifestations à Athènes entre mai et juin, beaucoup de jeunes étaient impliqués, cela malgré une situation difficile au niveau syndical face au pouvoir des multinationales.

Autour du référendum de juillet, il y a eu une grande bataille malgré une



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

campagne de presse colossale. Syriza était présent dans la bataille, le KKE en dehors de tout. Antarsya s'est mis à fond dans la bataille pour le Non. C'était très important. Nous nous attendions à ce que le gouvernement ne continue pas la bataille après le référendum, et c'était d'autant plus important que s'exprime la volonté populaire.

Nous avons eu un grand combat organisé par les habitants contre l'exploitation des mines d'or en Chalcidique. Il y a encore eu récemment des affrontements populaires contre Eldorado Gold, la direction de la société minière, avec 7 militants arrêtés par la police dont plusieurs camarades. Une grande manifestation a aussi eu lieu à Athènes le 15 juillet, pendant que l'Assemblée, la Vouli, débattait et votait sur l'adoption du troisième mémorandum. D'importants syndicats, comme l'Adedy, syndicat de la fonction publique, avait appelé à la grève générale. C'était la première fois que la police était aussi agressive depuis le gouvernement Samaras. Le cortège de l'OKDE-Spartakos a violemment été attaqué par la police anti-émeute. Deux de nos camarades de l'OKDE-Spartakos ont été matraqués, tabassés, avec 15 autres militants. Le jugement qui a suivi a été une parodie : accusés de trahison, d'atteinte à la sûreté de l'État, après avoir subi la détention préventive. Bilan : 4 condamnés, cela malgré des vidéos et de nombreux témoignages, les témoins de la défense étant rejetés, et ceux – contradictoires – de la police servant de bases aux condamnations. Interviewé par la radio de Syriza, Kokino, Tsipras a soutenu l'action de la

police, disant que les manifestants étaient en train de créer un climat de guerre civile, qu'ils représentaient un ennemi intérieur et qu'il était juste de les juguler.

Quel bilan de la rupture au sein de Syriza, et quelles sont les propositions de l'OKDE-Spartakos ?

C'est une bonne chose que beaucoup de militants et de forces rompent, mais ils ne tirent pas le bilan de ce qui était mauvais dans Syriza. Ils condamnent l'évolution du parti vers une direction néolibérale et soutiennent le retour au programme de 2011. Aussi, nous soutenons ces camarades dans leur mouvement de rupture, et Antarsya s'est prononcé publiquement pour une campagne commune, une campagne de front unique contre le troisième mémorandum, proposant un programme sur des mesures transitoires, pas un simple axe anti-mémorandum. Il y a peu de temps.

Nous voudrions que le débat ait lieu dans un cadre de front unique, dans l'action, pas par une simple déclaration électorale d'anciens dirigeants de Syriza. Les discussions ont lieu à ce sujet dans Antarsya : devons-nous accepter de former un front électoral maintenant

ou après les élections, former un front pour l'action ? Nous, OKDE-Spartakos, pensons nécessaire de maintenir un front anticapitaliste, et donc ne pas se dissoudre dans un accord institutionnel rédigé par les parlementaires. Nous devons discuter d'autres choses que du cette expérience sur une simple tactique électorale.

En particulier, Lafazanis est pour un programme de redressement économique dans le cadre capitaliste, une revendication nationaliste qui s'adresse à la bourgeoisie nationale mais pas aux travailleurs. Il est difficile d'envisager un accord de toute la gauche à l'extérieur de Syriza sur un simple programme anti-austérité.

Antarsya est un effort important de construction d'un front anticapitaliste, révolutionnaire. C'est la meilleure réussite sur ce terrain ces 40 dernières années, et il est difficile d'abandonner cette expérience sur une simple tactique électorale. Il faut notamment se confronter clairement avec Tsipras sur la question de l'eurozone et de l'Union européenne. Il ne peut y avoir de position claire vis-à-vis des travailleurs sans rompre avec les positions de Syriza sur cette question.

Propos recueillis par Léon Crémieux

Entretien. Sotiris Martalis (DEA / Unité populaire) :
« Tous les jours, nous recevons des centaines de démissions de Syriza. Toute la question est d'arriver à organiser maintenant toutes ces forces dans l'Unité populaire »

Quel bilan tires-tu depuis la victoire électorale de Syriza en janvier ?

Les deux dernières années, les luttes ouvrières, les grèves, ont reculé par rapport à la période 2010/2012. Les travailleurs, qui avaient réussi à renverser deux gouvernements, n'avaient pas réussi à renverser l'austérité. Ils se sont emparés de l'outil que représentait le vote Syriza. La classe ouvrière et la population en général ont ensuite attendu de voir ce que ce gouvernement allait faire. Un argument qui revenait souvent dans les discussions populaires était que si le gouvernement remplissait un quart de ses engagements, cela serait déjà bien. Il y a eu des grèves, des mobilisations, comme celle concernant les mines d'or de Chalcidique, mais pas une grande



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

activité ces six derniers mois. Cela a été un problème pour l'aile gauche de Syriza qui se battait pour que le gouvernement maintienne les positions et les engagements pris avant l'élection. Chacun voit bien l'erreur colossale qu'a représentée la ligne du gouvernement : 7,5 milliards d'euros ont été payés aux créanciers. Ainsi le gouvernement a étranglé toutes les ressources sociales disponibles, ressources qui auraient dû

être destinées à la Santé, à l'Éducation... Lorsque les créanciers ont étranglé le pays avec les exigences avancées pour un nouvel accord, la direction de Syriza a considéré comme inacceptable que la gauche du parti ne soutienne pas la position d'acceptation de l'accord. Pour Tsipras, la porte de sortie a été le référendum du 5 juillet.

La gauche de Syriza, les groupes d'Antarsya, mais aussi beaucoup d'autres, ont mené la bataille du Non. Le résultat a été une deuxième immense victoire de la classe ouvrière avec 62% de voix. Le message était clairement le rejet de l'austérité et le refus d'accepter le nouvel accord, le nouveau mémorandum. La majorité de Syriza, le gouvernement, changèrent à 180° de position, en réunissant dès le lendemain les leaders des partis de la bourgeoisie, pour soutenir un nouveau mémorandum avec les créanciers. Cela a ouvert une crise ouverte au sein de Syriza. Avec sa démission et en provoquant ainsi des élections anticipées, le but de Tsipras est d'en finir avec la quarantaine de députés de Syriza opposés au mémorandum, pas seulement la Plateforme de gauche, mais aussi le groupe 53+ (la gauche de la majorité du comité central du Syriza). Maintenant s'ouvre la discussion dans toutes les branches locales de Syriza.

Tous les jours, nous recevons sur notre site des centaines de démissions de Syriza, de la part de membres en désaccord avec la ligne de Tsipras. Toute la question est d'arriver à organiser maintenant toutes ces forces dans l'Unité populaire. L'étape suivante sera la formation réelle de l'Unité populaire, dans un cadre à définir – front, coalition ou fédération –, dans la foulée de l'appel contresigné par 13 porte-paroles d'organisations de gauche parmi lesquelles une partie d'Antarsya (ARAN, ARAS, une partie de NAR). Au-delà, d'autres organisations et un grand nombre de militants de gauche comprennent l'importance de s'organiser ensemble.

Quelles seront les bases politiques de ce mouvement ?

Les points clefs sont d'être contre le troisième mémorandum et l'austérité ; de cesser le paiement de la dette, et annuler la plus grande partie de celle-ci ; d'être contre les privatisations et de revenir sur les privatisations déjà mises en œuvre ; de nationaliser et mettre sous contrôle public le système bancaire. La question de l'euro n'est pas la réponse en soi, la classe dirigeante peut elle-même changer de monnaie. La vraie question est « qui va payer ? ».

Aussi, nous combinons la question de la monnaie avec le refus de l'austérité. Nous ne reculerons pas dans le combat contre l'austérité à cause de l'euro. C'est la meilleure façon d'obtenir un soutien populaire à une large échelle car les travailleurs veulent en finir avec l'austérité.

Que peut-on dire de la situation actuelle de Aube Dorée ?

Aube Dorée a reculé ces derniers mois, stoppé les attaques de rue et les assassinats. Ils sont sous la menace des condamnations pénales en tant qu'organisation criminelle. Ils essaient de se donner une image légaliste, mais il ne faut pas stopper le combat contre les nazis. Nous continuerons le combat pour qu'ils soient condamnés.

Dans ce contexte, quelle est la situation de DEA ?

Nous avons gagné une nouvelle crédibilité. Avec le réseau Red Network, les positions de DEA ont été perçues comme correctes et cohérentes ces derniers mois et beaucoup veulent travailler avec nous au sein de l'Unité Populaire. À cette nouvelle étape, nous avons réussi à avoir beaucoup plus de force. Propos recueillis par Léon Crémieux

Lire encore

« Je déambule souvent dans la bibliothèque en ne pensant décidément à rien » écrivait Montaigne... Dans la lecture, il y a le livre, son contenu, sa forme, la bibliothèque où on le range, comment on le range, le lieu et le moment où on lit, la place et le temps qu'il occupe dans notre vie... Pas étonnant donc que de très nombreux auteurs aient consacré des livres aux livres, aux bibliothèques, au lecteur. Une drogue, douce ou dure, on en parle, on la partage, on disserte à son sujet.

La lecture plaisir, loisir, étude, travail, joue un rôle essentiel dans la vie du lecteur. Proust nous dit : « Nous sentons bien que notre sagesse commence où celle de l'auteur finit et nous voulons qu'il nous donnât des réponses, quand tout ce qu'il peut faire est de nous donner des désirs » (Sur la lecture, Actes Sud).

Pour Alberto Manguel (*Journal d'un lecteur*, Actes Sud), parce que la lecture est peut-être avant tout une « conversation », tout lecteur éprouve le besoin de « répondre » aux textes qui l'interpellent et confèrent à sa propre vie un surcroît d'existence.

Livres et bibliothèques

Nombreux sont ceux qui ont trouvé dans la lecture précoce et assidue le sens de leur vie d'adulte : Sartre (*Les Mots*), Proust, Sarraute (*Enfance*), Rousseau (*Les Confessions*)...

Nombreux aussi sont ceux qui ont fait du livre le sujet d'un livre : Montaigne (*Des livres*), Daniel Pennac (*Comme un roman*), Bernard Schlink (*Le Liseur*), Dai Sijie (*Balzac et la petite tailleuse chinoise*)...

Nombreux enfin sont ceux qui ont fait de la (les) bibliothèque le thème



de leurs récits : Alberto Manguel « *Ce qui fait d'une bibliothèque un reflet de son propriétaire, c'est non seulement le choix des titres mais aussi le réseau d'associations qu'implique ce choix. Notre expérience se construit sur l'expérience, nos souvenirs sur d'autres souvenirs* » (*La bibliothèque, la nuit*) ; Daniel Ménager qui voyage dans les bibliothèques d'auteurs des 19^e et 20^e siècle (*Le roman de la bibliothèque*) ; Walter Mehring qui tente de reconstituer de mémoire la bibliothèque de son père détruite par les nazis (*La bibliothèque perdue*) ; Walter Benjamin (*Je déballe ma bibliothèque*) ; Jacques Bonnet (*Des bibliothèques pleines de fantômes*)...

Du bon endroit pour lire...

Certains comme Henri Miller ont même réfléchi aux bons endroits pour lire. Celui-ci nous fait quelques suggestions pleines de bon sens : si vous n'avez pas assez de temps, lisez dans les transports en commun... ou, mieux encore, aux cabinets (*Lire aux cabinets*). Une question fondamentale reste la gestion de la bibliothèque. Georges Perec y consacre une partie importante, et désopilante, de *Penser/classer* (Point Seuil). Mais la petite perle, le livre qui parle de chacunE de nous est celui d'Annie François, *Bouquiner*, sous-titré *Autobiobibliographie* (Point Seuil) : 200 pages de pur plaisir, truffées de réflexions justes, de références et de tranches de vie délicieuses, entre autre sur la manière de fonder les deux bibliothèques d'un couple et aussi de comment gérer le prêt de ses livres (ou pas).

Bonne rentrée à tous !
Catherine Segala

Revue

Écologie & politique n° 50: « Syndicats et transitions écologique »

Coordonné par Michèle Descolonges, Presses de Sciences Po, 2015, 23 euros

Le titre de ce dossier est trompeur car il y est peu question de transition écologique mais beaucoup plus d'un historique des rapports des syndicats avec l'écologie – avec des exemples aux États-Unis, en Italie, Aragon et France...

La question environnementale ne fait pas partie naturellement du corpus idéologique des syndicats : pour la CGT du 19^e siècle, la révolution étant censée résoudre le problème de l'environnement... La première incursion environnementale se limite à l'environnement restreint du lieu de travail et se fait par le biais des conditions de travail : santé et sécurité, principalement dans les mines (où ont lieu les accidents les plus graves jusqu'aux années 60). Les revendications vont s'étendre avec l'hygiénisme qui englobe aussi la question des logements insalubres et l'alimentation.

Les catastrophes chimiques et la pollution croissante vont extraire les luttes du cadre de l'entreprise pour inclure les populations locales (la plupart des riverains des sites industriels sont aussi leurs salariéEs), voire nationales ou internationales dans le cas du nucléaire. Les syndicats vont avoir des réponses différentes : se limitant à la défense de leurs membres (en France, FO), en déléguant aux politiques (CGT) ou au contraire en tissant des liens avec les populations et les associations environnementales (CFDT dans les années 70 et 80). À noter le rôle des experts-militants (scientifiques, médecins), de l'acquisition de savoir et expertises par les salariéEs et surtout la prise en compte des connaissances des ouvrierEs dans le succès des luttes.

La question du rapport de forces entre salariéEs et employeurs est prégnante, ce qui explique le manque de continuité syndicale sur l'environnement : les industriels n'hésitent pas à faire du chantage à l'emploi, ce qui donne lieu à partir des crises des années 1970 et suivantes à une alliance de fait contre les législations et normes mettant en danger les emplois.

Ambigu et flou

Avec le réchauffement climatique, les syndicats commencent à tisser des liens avec des ONG environnementales (celles qui font partie du « système » et avec des limites comme la question du nucléaire). Mais les notions de « développement humain durable » (CGT) ou encore de « responsabilité sociale des entreprises » (repris par la CFDT mais aussi le patronat) ne sont pas exemptes des ambiguïtés du prétendu « développement durable ». La transition écologique est traitée à partir du concept d'emplois verts considérés comme la panacée pour permettre croissance, emploi, protection des écosystèmes et réduction de la pauvreté... Mais le concept est flou, les créations d'emplois difficiles à évaluer, et les conditions à réunir hypothétiques. De plus, les exemples cités sont loin de convaincre : chimie verte, éolien marin ou Grand Paris...

Pour se remettre au cœur de la question environnementale, les syndicats devront travailler sur le développement d'une justice environnementale basée sur quatre points : la centralité de la classe ouvrière comme principale interface entre société et nature ; la vulnérabilité de ses membres à la destruction de l'environnement ; la nécessité que les politiques environnementales assurent la durabilité du travail et la réorganisation de la production ; l'intégration des travailleurEs dans les méthodes de recherche et de militantisme.

François Favre

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com

La Californie, encore et toujours...

PartiEs en vacances avec les Beach Boys (dans *L'Anticapitaliste* n°300), faisons aujourd'hui notre rentrée avec un autre groupe culte...

The Grateful Dead, « une idée humaniste »

Pas d'image de bons garçons pour ce groupe. Les musiciens fondateurs du Dead se rencontrèrent à la faculté de Palo Alto au début des années 60 et se sont immédiatement engagés dans le mouvement pacifiste lié à l'atmosphère révolutionnaire des années 60 américaines.

Ils veulent casser l'*American Way of Life* par la vie en communauté et apportent régulièrement leur soutien à des causes ou à des idées révolutionnaires. Leur vie et leur musique se veulent une rupture pour améliorer la vie des gens ; c'est-à-dire que le groupe donnait son temps et son argent à la communauté. Le succès venu, le groupe aménagea donc une grande demeure à Haight-Ashbury (San Francisco) ouverte à tous.

La musique du Dead consiste à mélanger scène et studio, à la manière des musiques électroniques. Les morceaux ressemblent à des « collages » musicaux, faits, d'après les mots de Jerry Garcia, pour l'hallucination. Écoutés d'un bout à l'autre, les albums mixés de cette période font l'effet d'un « courant » ou d'un « halo » musical aux accents psychédéliques en symbiose avec la philosophie orientale.

En concert, les morceaux s'étiraient comme pour casser la notion temporelle. Bien avant les groupes de métal, les musiciens inventèrent le « wall sound » et feront de chacun de leur concert un nouveau disque,

libre de droits, que les fans pouvaient enregistrer et commercialiser.

Le mouvement continue

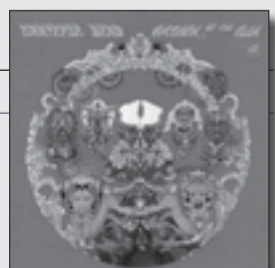
En 1995, Jerry Garcia meurt, mais le mouvement Dead se perpétue à partir de la maison commune gérée par la fille du grand musicien. Début 2015, aux 4 survivants (Bob Weir, Phil Lesh, Mickey Hart et Bill Kreutzmann) se sont joints le guitariste Trey Anastasio, l'organiste Jeff Chimenti et le pianiste Bruce Hornsby, pour rejouer

la musique du Dead à l'occasion du 50^e anniversaire de leur premier grand concert. 80 000 personnes dès le premier concert à Santa Clara, avec un vrai arc-en-ciel envoyé du « paradis » par Jerry dès l'ouverture du concert, et les musiciens se lancèrent dans une version hallucinante de 35 minutes (!) de *Alligator!* « *Le "Dead" est une idée humaniste de la vie. À commencer par la musique* », a déclaré le batteur Mickey Hart en

Anthem of the sun

Grateful Dead, Warner, 7 euros

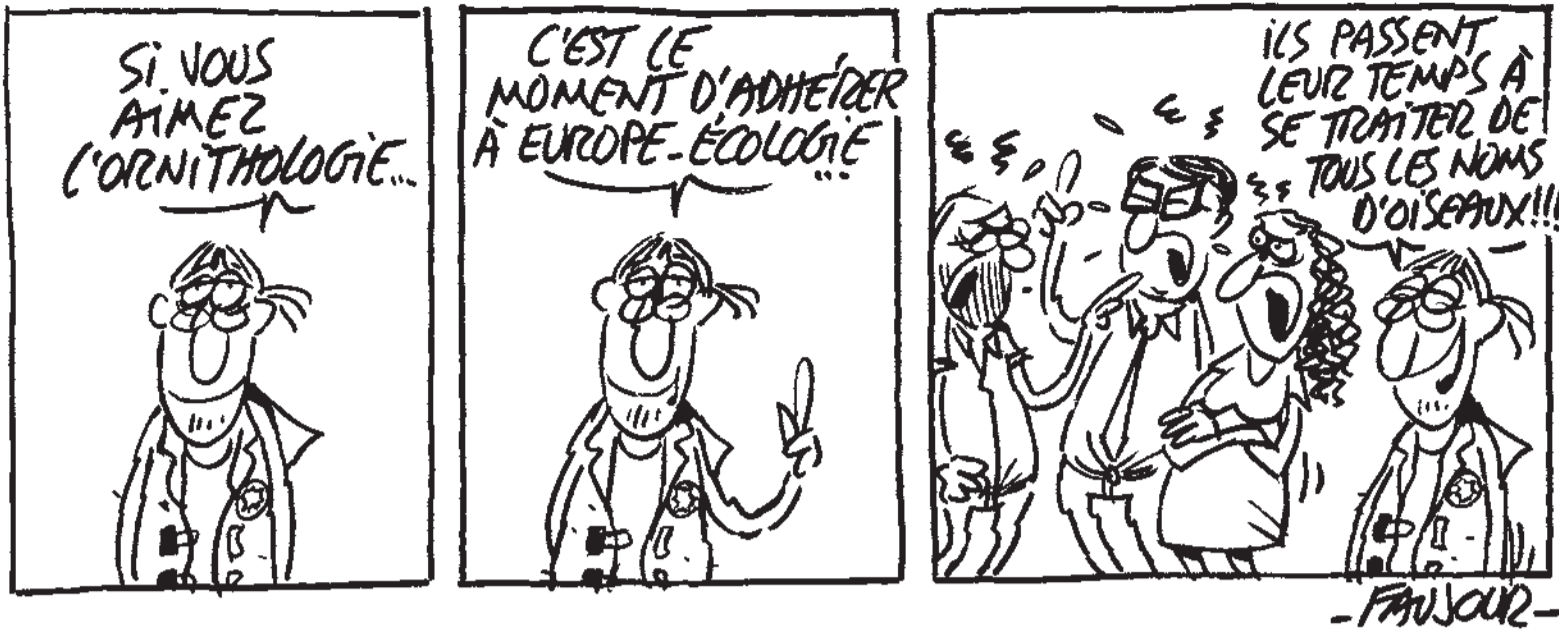
À u printemps 1967, avec ce disque, Grateful Dead s'éloignait des formats commerciaux pour tendre vers une musique expérimentale marquée par une exigence avant-gardiste et une écriture plus complexe et recherchée. Cohésion des musiciens et capacités d'improvisation permirent de mixer performances « live » et enregistrements studio tout en enchaînant les morceaux sans interruption. Le groupe crée une ambiance musicale qui incarne les voyages intérieurs induits par la prise de LSD. *Anthem of the Sun*, le premier album acid rock. Un témoignage insurpassable ! S.C.



fin de concert...

En 2015, San Francisco créé encore et se bat contre les nouveaux capitalistes. La ville se retrouve aujourd'hui au cœur des contradictions du nouveau capitalisme basé sur la technologie Web. L'arrivée massive de cadres des Google et autre Apple, avec des revenus 4 fois supérieurs aux travailleurs et au petit peuple de San Francisco, provoque des réactions et une mobilisation du monde artistique en phase avec le mouvement « Occupy ». Le peuple est entré en résistance contre les sociétés de la Silicon Valley « en raison de leur rôle direct dans l'accroissement du coût de la vie et dans la destruction des communautés dans lesquelles [ils ont] grandi » (dixit le collectif The Counterforce).

Les enfants et petits-enfants des fans de Jerry Garcia du Grateful Dead et des frères Wilson des Beach Boys se battent aujourd'hui avec les « latinos » contre le capitalisme et la surveillance numérique généralisée. Les artistes de 2015 reprennent les « Google bus » sur un fond musical psyché et interpellent les dirigeants du Web jusqu'à leur domicile pour leur faire répondre de leurs agissements...
Sylvain Chardon



L'Anticapitaliste | Libre expression



MONDE ARABE « Nous sommes toujours dans ce processus révolutionnaire inauguré en 2011 »

Entretien. Invité de notre Université d'été, le chercheur **Gilbert Achcar** est entre autres intervenu dans l'atelier intitulé « Du "Printemps arabe" à "l'État islamique", que reste-t-il du soulèvement arabe ? ».

Plus de quatre ans après la chute de Ben Ali, peut-on toujours parler, comme tu l'as fait dans ton livre Le peuple veut, de «soulèvement arabe» ?

Certainement. Le soulèvement arabe se réfère à l'année 2011 qui a connu six soulèvements, ainsi que des mouvements sociaux dans la quasi-totalité des pays de l'ensemble arabophone. Mais depuis le départ, j'ai souligné que ce soulèvement était le début d'un processus révolutionnaire de longue durée : dans cette optique, le fait qu'à partir de 2013, la région soit entrée dans une phase de contre-révolution – en particulier depuis le basculement de la situation en Syrie, lorsque l'Iran et ses alliés libanais et irakiens ont sauvé le régime Assad et lui ont permis de passer à la contre-offensive – ce fait-là ne supprime en rien les fondements du processus révolutionnaire, notamment le blocage socio-économique.

On voit bien que la région reste en plein bouillonnement avec ce qui s'est passé tout récemment en Irak et au Liban, deux pays qui avaient été moins affectés que d'autres par l'onde de choc de 2011. Au cours des dernières semaines, les deux pays ont connu des mobilisations de masse autour de clivages qui opposent « le peuple », au sens de 2011, aux gouvernements sur des revendications sociales. Nous sommes toujours bel et bien dans ce processus révolutionnaire qui a été inauguré en 2011 et qui, à mon sens, va se poursuivre sur plusieurs décennies, avec l'alternance de phases à dominante révolutionnaire ou contre-révolutionnaire selon la dialectique propre à ce genre de processus.

Qui sont les principaux acteurs de la contre-révolution ?

La complexité de la situation régionale, c'est qu'il n'y a pas une contre-révolution homogène comme on a pu la connaître dans des situations classiques. Qu'on pense par exemple à la Révolution française : lorsque l'Europe réactionnaire s'est ligüée contre elle de concert avec les forces réactionnaires françaises, le camp

de ce qu'on a pu appeler l'ancien régime était plutôt homogène dans sa nature. Or dans le monde arabe, il n'y a pas que l'ancien régime, même si tout naturellement celui-ci est la première et la principale force contre-révolutionnaire. Il y a également des oppositions de type réactionnaire à l'ancien régime qui se sont développées dans la région, au départ comme antidote à la radicalisation à gauche – un antidote qui a été presque partout favorisé par l'ancien régime lui-même, même s'il est entré par la suite, dans de nombreux pays, en conflit ouvert et parfois sanglant avec cet ancien régime.

On a donc, depuis 2011, un processus révolutionnaire en butte à deux principaux obstacles, deux forces contre-révolutionnaires : les régimes qu'il s'agit de renverser, et les forces islamiques qui se posent en alternative réactionnaire aux régimes. L'absence ou la faiblesse organisationnelle du pôle révolutionnaire composé du mouvement ouvrier et des forces progressistes, ou alors sa faiblesse politique, ont laissé la porte ouverte à cette concurrence entre pôles réactionnaires et au choc entre eux, avec une montée aux extrêmes dans des situations de guerre civile en Syrie, en Libye ou au Yémen, ou sous une forme larvée, mais néanmoins brutale, au Bahreïn et en Égypte.

Comment qualifierais-tu l'action des pays occidentaux, États-Unis en tête, dans la région ? Certains leur attribuent en effet l'essentiel, sinon la totalité des responsabilités quant à la situation chaotique actuelle, quitte à verser dans le complotisme...

En laissant de côté les théories du complot qui en viennent à attribuer le soulèvement lui-même aux manigances des États-Unis, des théories qui sont en général fondées sur la vision fantasmagorique d'États-Unis omnipotents, il y a l'idée répandue, y compris dans certains secteurs de la gauche, que les États-Unis seraient en train d'alimenter le chaos en Syrie après l'avoir fait en Libye. C'est se méprendre profondément sur la politique actuelle de l'administration



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

Obama dont on voit bien d'ailleurs la pusillanimité sur le dossier syrien. Les États-Unis sont depuis 2011 au point le plus bas de leur hégémonie dans la région depuis l'apogée de 1990-91. Ils ont perdu énormément de terrain, en particulier en raison de la catastrophe que l'Irak a été pour leur projet impérial. L'obsession majeure de l'administration Obama est de préserver les appareils d'État dans la région et d'éviter précisément que s'installe une situation de chaos comme ce que l'Irak a pu connaître après le démantèlement de l'État baathiste par l'occupation de 2003. Ce qui a pu faire penser que la stratégie étatsunienne n'avait pas assimilé cette leçon amère, c'est l'intervention en Libye, mais cette perception passe à côté du fait que cette intervention-là visait à prendre le contrôle de la situation dans ce pays pétrolier et à négocier un compromis avec l'appareil d'État, dont une partie avait d'ailleurs rejoint le camp des insurgés. Et de ce point de vue, le résultat de l'intervention en Libye est un autre désastre : le renversement de Kadhaï tel qu'il s'est déroulé a été pour Washington un lourd fiasco, comme la suite l'a bien montré. Les choses sont allées beaucoup plus loin que souhaité, puisque l'OTAN a assisté impuissante au démantèlement intégral de l'État

libyen, qui a fait de la Libye un pays sans État, sans « monopole de la violence physique légitime », avec des milices rivales qui sont aujourd'hui en train de s'entretuer. En ce sens, il s'agit bel et bien d'une seconde défaite après l'Irak, ce que n'ont pas compris les adeptes de la théorie du complot. Aujourd'hui, l'obsession des États-Unis, y compris en Syrie, c'est de négocier et parvenir à conclure des compromis entre les deux pôles de la contre-révolution régionale afin de re-stabiliser la situation en restaurant ou consolidant des États capables de maintenir l'ordre.

Sur le long terme, dans la mesure où elle ne prend pas en compte les fondements socio-économiques du soulèvement, cette stratégie est vouée à l'échec...

Cette politique de conciliation entre les deux forces de la contre-révolution a eu jusqu'ici un seul succès, en Tunisie, avec un gouvernement de coalition entre Ennahda et les restes de l'ancien régime, et il y a des négociations intensives en cours pour des compromis de ce type, en Libye, en Syrie et également en Égypte et au Yémen. L'accord sur le nucléaire avec l'Iran s'inscrit dans la même perspective.

Washington veut réconcilier tout ce beau monde qui a en commun une profonde hostilité aux aspirations démocratiques et sociales du « printemps arabe » de 2011. Mais sur le long terme, il est évident que tout cela est voué à l'échec ! L'alternative se pose entre deux termes : soit une issue positive au processus révolutionnaire, c'est-à-dire une rupture radicale sur les plans socio-économique et politique avec la variante régionale du capitalisme, qui permette à la région d'entrer dans une nouvelle phase de développement de longue durée ; ou alors ce que j'ai appelé naguère le « choc des barbaries », avec le développement de symptômes de putréfaction politique dont le soi-disant « État islamique » est aujourd'hui l'exemple le plus saillant.

Propos recueillis par Julien Salingue

Vu ailleurs



TALIBANS CHRÉTIENS.

Les directeurs des grands musées de Moscou sont encore sous le choc. Il y a dix jours, un groupe d'ultraorthodoxes s'est attaqué à une exposition de sculptures jugée « blasphématoire » au nom de la loi sur « l'offense aux sentiments religieux ». Des œuvres ont été vandalisées sans que la justice ne réagisse. L'affaire aurait pu rester relativement anecdotique, le fait d'un groupuscule d'orthodoxes illuminés en mal de publicité, mais elle a suscité un énorme malaise, alors qu'un peu partout en Russie, l'Église orthodoxe étend sa sphère d'influence dans l'espace culturel et politique. Le mouvement Bojia Volia (Volonté de dieu) qui se définit comme un « groupe orthodoxe de droite, pro-life, pro-famille, pro-armes, créationniste et anticommuniste » n'en est pas à ses premiers faits d'armes. Très présent sur les réseaux sociaux, le groupe né en 2012 est un habitué des happenings ultra-médiatisés. Ses activistes sont de toutes les manifestations. Ils traquent les concerts « sataniques », comme celui de la pop star américaine Marilyn Manson, finalement annulé à Novosibirsk en juin 2014. Ils s'invitent aux projections et aux spectacles, surgissant sur la scène avec des pancartes, comme lors de la première d'un film consacré aux adolescents homosexuels (Deti 404) à Moscou. Au printemps dernier, ils avaient déposé une tête de cochon devant l'entrée du MKhAT, le grand théâtre de la capitale qui jouait une pièce mettant en scène le Christ sous les traits d'une femme nue. Le 14 août dernier [...] ils ont investi la salle d'exposition du Manège, à deux pas de la place Rouge, pour s'en prendre à une exposition de sculptures jugée « blasphématoire » et « pornographique » et qui, selon eux, viole la loi sur « l'offense aux sentiments religieux » promulguée en 2013 par Vladimir Poutine dans le sillage de l'affaire des Pussy Riot.

« En Russie, des ultraorthodoxes sèment la consternation dans les milieux culturels », Agathe Duparc, mercredi 26 août 2015, Mediapart

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € 1 an 56 €	6 mois 20 € 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € 1 an 100 €	6 mois 38 € 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org